



3269/DI

24 JUIL 2012

103-12

Note de présentation
du projet de refonte de la loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et
organismes assimilés

Le retour d'expérience, depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 34-03 du 14 Février 2006 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, notamment en matière de supervision bancaire, et les enseignements tirés de la crise financière internationale mettent en exergue la nécessité d'instaurer des dispositifs de prévention et de gestion des crises et de renforcer la supervision des activités des établissements de crédit.

En vue d'atteindre les objectifs précités et favoriser la convergence du dispositif législatif régissant l'activité bancaire vers les meilleures pratiques internationales, il s'est avéré opportun de procéder à une refonte de la loi susmentionnée.

Les grandes lignes de ce projet de loi qui se décline en 197 articles répartis en neuf titres peuvent être récapitulées comme suit :

I- Champ d'application de la loi :

Le projet de loi prévoit que l'agrément des banques peut être limité à l'exercice d'une partie seulement des activités liées à la collecte des dépôts et à l'octroi de crédits.

Il énumère également de façon exhaustive les services d'investissement et les services qui leur sont connexes pouvant être effectués, sous réserve des dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière, par les établissements de crédit.

Les autres dispositions introduites par le projet de loi relatives à ce premier volet concernent :

A- L'instauration d'un cadre législatif régissant l'activité des banques participatives :

Partant de la conviction que les produits et services financiers participatifs peuvent apporter une contribution importante à la mobilisation de l'épargne et à l'inclusion financière dans notre pays, la mise en place d'un cadre législatif régissant la finance participative s'avère nécessaire.

Les principales considérations présidant à l'introduction des dispositions régissant l'activité des banques participatives peuvent être récapitulées comme suit :

- 1- la maturité du système financier national ;
- 2- le potentiel d'investissement et de financement que cette activité recèle dans notre pays ;
- 3- une place Financière de dimension régionale et internationale se doit d'incorporer ce segment de la finance internationale ;
- 4- la nécessité d'offrir une gamme de produits et de services financiers non seulement à nos concitoyens résidents mais aussi à la communauté marocaine résidant à l'étranger dont les pays d'accueil offrent des produits de type finance participative.

Les principaux axes couverts par les dites dispositions portent sur :

- Les principes de base, la définition des concepts et des formules de contrats ;
- Le champ d'application et les activités autorisées ;
- Le cadre institutionnel: Conformément aux dispositions du dahir portant réorganisation des conseils des ouléma, il est institué un comité dénommé Comité charia pour la finance qui a pour principale mission de se prononcer sur la conformité, à la charia, des opérations et produits offerts au public. Les banques participatives sont également tenues de mettre en place un comité d'audit chargé d'identifier et de prévenir les risques de non-conformité à la Charia ;
- La supervision des banques participatives par Bank Al-Maghrib;
- La protection de la clientèle.

B- Les associations de micro-crédit et les banques offshore :

Ces entités, tout en restant régies par leurs textes spécifiques, seront soumises aux dispositions de la loi bancaire relatives à l'octroi et au retrait d'agrément, à la réglementation prudentielle et comptable et au régime des sanctions.

C- Les établissements de paiement :

Tenant compte du développement de nouveaux canaux de paiement (cartes prépayées, Mobile banking) et d'acteurs sur le marché des paiements, le projet de loi introduit le statut d'établissements de paiement. Ces derniers seront habilités à effectuer une ou plusieurs opérations de paiement telles que prévues par la loi et engloberaient les sociétés de transfert de fonds régies par la loi en vigueur.

D- Les conglomérats financiers :

En vue de faire converger la législation nationale avec les standards internationaux, le projet de loi comporte des dispositions relatives à la définition des conglomérats financiers et à leur surveillance.

E- Révision des règles régissant l'activité des intermédiaires en opérations effectuées par les établissements de crédit :

Selon les nouvelles dispositions prévues par le projet de loi, les intermédiaires en opérations effectuées par les établissements de crédit doivent être constitués sous la forme de personnes morales.

Par ailleurs, les intermédiaires en opérations effectuées par les établissements de crédit sont soumis au contrôle de Bank Al-Maghrib selon les termes de l'article 83 du projet de loi qui stipule que Bank Al-Maghrib est chargée de contrôler le respect par les établissements de crédit des dispositions de loi et des textes pris pour son application, et de vérifier l'adéquation de l'organisation administrative et comptable et du système de contrôle interne des établissements concernés et veiller à la qualité de leur situation financière.

Les intermédiaires susmentionnés sont également tenus de mettre en place un dispositif de vigilance et de veille interne conformément aux dispositions de la loi n° 43-05 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux.

II- La révision du cadre institutionnel :

Le Comité des Etablissements de Crédit, dont l'avis est requis par le wali de Bank Al-Maghrib, se voit confier de nouvelles attributions concernant l'octroi et le retrait d'agrément des associations de micro-crédit et des banques offshore ainsi que l'activité des établissements de paiement.

Pour sa part, la composition de ce Comité sera élargie à un représentant de la Fédération Nationale des associations de micro crédit.

III- le renforcement de la réglementation prudentielle :

Le renforcement de la réglementation prudentielle a principalement concerné les aspects suivants :

A- Les prises de participations :

Le projet de refonte de la loi bancaire permet à Bank Al-Maghrib de s'opposer à toute prise de participation, même en cas de respect des limites imposées, si elle juge que la participation considérée est de nature à faire courir à l'établissement de crédit des risques excessifs ou à entraver son contrôle prudentiel.

B- La gouvernance bancaire :

Le projet de loi introduit la notion d'administrateur indépendant et prévoit l'obligation de mettre en place des comités d'audit et des risques.

C- La lutte contre le blanchiment de capitaux :

Compte tenu des développements récents intervenus en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et en vue d'assurer la conformité de la loi bancaire avec les normes internationales dans ce domaine, le projet de loi désigne expressément Bank Al-Maghrib comme étant chargée de veiller au respect, par les organismes soumis à son contrôle, des dispositions applicables à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

IV- Mise en place d'un cadre de surveillance macro-prudentielle et de gestion des crises systémiques :

Le projet de loi prévoit la création d'un comité dénommé « Comité de Coordination et de Surveillance des Risques Systémiques » qui remplacera l'actuel « Comité de Coordination des Organes de Supervision du Secteur Financier », chargé d'analyser les risques pesant sur la stabilité du système financier et de proposer les mesures appropriées permettant d'atténuer les effets de tels risques.

A ce titre, il a notamment pour missions :

- de coordonner les actions de ses membres en matière de supervision des établissements soumis à leurs contrôles ainsi que celui des conglomérats financiers ;
- d'analyser la situation du secteur financier et d'évaluer les risques systémiques ;
- de proposer toutes mesures pour prévenir les risques systémiques et en atténuer les effets ;
- et de coordonner la coopération et l'échange d'informations avec les instances chargées de missions similaires à l'étranger.

La surveillance macro-prudentielle sera ainsi assurée en grande partie par ledit comité dans sa composition élargie et qui sera présidé par le wali de Bank Al-Maghrib et qui comprendra la Direction du Trésor et des Finances Extérieures, l'autorité chargée du contrôle des

entreprises d'assurances et de réassurance, et l'autorité chargée du contrôle des marchés de capitaux.

Le projet de loi prévoit également de nouvelles dispositions permettant le traitement des difficultés de tout établissement considéré comme systémique, notamment la nomination, selon une procédure d'urgence, d'un administrateur provisoire lorsqu'il y a une menace sur la stabilité du système bancaire, la cession de ses actifs non performants à une structure juridique ad hoc, ou sa scission.

Le projet spécifie clairement que le système de garantie des dépôts a pour mission première d'indemniser les déposants des établissements de crédit. Il peut également octroyer des concours remboursables aux établissements en difficulté ou prendre des participations dans leur capital.

La gestion du Fonds de garantie des dépôts serait concédée à une société anonyme placée sous le contrôle de Bank Al-Maghrib, dont le tour de table serait constitué par les établissements de crédit adhérents au Fonds ainsi que Bank Al-Maghrib.

V- Mise en conformité de la loi bancaire avec d'autres textes législatifs :

Le projet de loi prévoit des passerelles entre les autorités de la concurrence et Bank Al-Maghrib. Ainsi, au cas où ces autorités seraient saisies en matière de concentration de litiges concernant, directement ou indirectement, un établissement de crédit ou organisme assimilé, elles devraient recueillir, au préalable, l'avis de Bank Al-Maghrib.

De même, lorsque Bank Al-Maghrib, à l'occasion de l'examen d'une demande d'agrément ou d'une demande de fusion-absorption entre un ou plusieurs établissements de crédit ou organismes assimilés, estimerait que l'opération envisagée peut ou est susceptible de constituer une violation des dispositions de la loi sur la concurrence, elle surseoirait à statuer sur la demande et demanderait l'avis de l'autorité de la concurrence.

Par ailleurs, dans la mesure où Bank Al-Maghrib gère des services d'intérêt commun qui contiennent des données à caractère personnel, le projet de loi énumère ces services et explicite leur finalité.

Tel est l'objet du projet de refonte de la loi relative aux établissements de crédit et organismes assimilés.

ROYAUME DU MAROC

المملكة المغربية



PROJET DE LOI N° ... RELATIVE
AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET
ORGANISMES ASSIMILES

Juillet 2012

TITRE PREMIER

CHAMP D'APPLICATION ET CADRE INSTITUTIONNEL

Chapitre Premier

Champ d'application

Article premier

Sont considérés comme établissements de crédit les personnes morales qui exercent leur activité au Maroc, quels que soient le lieu de leur siège social, la nationalité des apporteurs de leur capital social ou de leur dotation ou celle de leurs dirigeants et qui effectuent, à titre de profession habituelle, une ou plusieurs des activités suivantes :

- la réception de fonds du public ;
- les opérations de crédit ;
- la mise à la disposition de la clientèle de tous moyens de paiement, ou leur gestion.

Article 2

Sont considérés comme fonds reçus du public les fonds qu'une personne recueille de tiers sous forme de dépôt ou autrement, avec le droit d'en disposer pour son propre compte, à charge pour elle de les restituer.

Sont assimilés aux fonds reçus du public :

- les fonds déposés en compte à vue, avec ou sans préavis, même si le solde du compte peut devenir débiteur ;
- les fonds déposés avec un terme ou devant être restitués après un préavis ;
- les fonds versés par un déposant avec stipulation d'une affectation spéciale, si l'entreprise qui a reçu le dépôt ne le conserve pas en l'état, à l'exception des fonds versés auprès des sociétés légalement habilitées à constituer et gérer un portefeuille de valeurs mobilières ;
- les fonds dont la réception donne lieu à la délivrance, par le dépositaire, d'un bon de caisse ou de tout billet portant intérêt ou non.

Toutefois, ne sont pas considérés comme fonds reçus du public :

- les sommes laissées en compte, dans une société, par les associés en nom, les commanditaires et les commandités, les associés, les gérants, les administrateurs, les membres du directoire ou du conseil de surveillance et les actionnaires, détenant 5 % au moins du capital social ;

- les dépôts du personnel d'une entreprise lorsqu'ils ne dépassent pas 10 % de ses capitaux propres ;

- les fonds provenant de concours d'établissements de crédit et des organismes assimilés prévus à l'article 11 ci-dessous ;

- les fonds inscrits dans les comptes de paiement visés à l'article 16 ci-dessous.

Article 3

Constitue une opération de crédit tout acte, à titre onéreux, par lequel une personne :

- met ou s'oblige à mettre des fonds à la disposition d'une autre personne, à charge pour celle-ci de les rembourser ;

- ou prend, dans l'intérêt d'une autre personne, un engagement par signature sous forme d'aval, de cautionnement ou de toute autre garantie.

Sont assimilées à des opérations de crédit :

- les opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat et assimilées;

- les opérations d'affacturage ;

- les opérations de vente à réméré d'effets et de valeurs mobilières et les opérations de pension telles que prévues par la législation en vigueur.

Article 4

Les opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat visées à l'article 3 ci-dessus concernent :

- les opérations de location de biens meubles qui, quelle que soit leur qualification, donnent au locataire la possibilité d'acquérir à une date fixée avec le propriétaire, tout ou partie des biens pris en location, moyennant un prix convenu tenant compte, au moins pour partie, des versements effectués à titre de loyers ;

- les opérations par lesquelles une entreprise donne en location des biens immeubles, achetés par elle ou construits pour son compte, lorsque ces opérations, quelle que soit leur qualification, permettent au locataire de devenir propriétaire de tout ou partie des biens pris en location, au plus tard à l'expiration du bail ;

- les opérations de location de fonds de commerce ou de l'un de ses éléments incorporels qui, quelle que soit leur qualification, donnent au locataire la possibilité d'acquérir, à une date fixée avec le propriétaire, le fonds de commerce ou l'un de ses éléments incorporels, moyennant un prix convenu tenant compte, au moins pour partie, des versements effectués à titre de loyers, à l'exclusion de toute opération de cession bail, à l'ancien propriétaire, dudit fonds ou de l'un de ses éléments.

La cession bail est l'acte par lequel une entreprise utilisatrice vend un bien à une personne qui le lui donne aussitôt en crédit-bail.

Article 5

L'affacturage, visé à l'article **3** ci-dessus, est la convention par laquelle un établissement de crédit s'engage à recouvrer et à mobiliser des créances commerciales, soit en acquérant lesdites créances, soit en se portant mandataire du créancier avec, dans ce dernier cas, une garantie de bonne fin.

Article 6

Sont considérés comme moyens de paiement, la monnaie électronique ainsi que tous les instruments qui, quel que soit le support ou le procédé technique utilisé, permettent à toute personne de transférer des fonds.

La monnaie électronique est définie comme étant toute valeur monétaire représentant une créance sur l'émetteur, qui est:

- i) stockée sur un support électronique;**
- ii) émise contre la remise de fonds d'un montant dont la valeur n'est pas inférieure à la valeur monétaire émise ;**
- iii) acceptée comme moyen de paiement par des tiers autres que l'émetteur de la monnaie électronique.**

Article 7

Les établissements de crédit peuvent aussi effectuer, sous réserve du respect des dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière, les opérations ci-après :

- 1) les services d'investissement visés à l'article 8 ci-dessous ;**
- 2) les opérations de change manuel ;**
- 3) les opérations sur or, métaux précieux et pièces de monnaie ;**
- 4) la présentation au public des opérations d'assurance de personnes, d'assistance et d'assurance- crédit ;**
- 5) les opérations de location simple de biens mobiliers ou immobiliers, pour les établissements qui effectuent, à titre habituel, des opérations de crédit-bail.**

Article 8

- 1) Sont considérés comme services d'investissement :**
 - la gestion d'instruments financiers ;**

- la négociation pour compte propre ou pour compte de tiers d'instruments financiers ;
- la réception et la transmission d'ordres pour le compte de tiers ;
- le conseil et l'assistance en matière de gestion de patrimoine ;
- le conseil et l'assistance en matière de gestion financière ;
- l'ingénierie financière ;
- le placement sous toutes ses formes ;
- le service de notation de crédit.

2) Sont considérées comme opérations connexes aux services d'investissement énumérés ci-dessus :

- les opérations d'octroi de crédits à un investisseur pour lui permettre d'effectuer une transaction qui porte sur des instruments financiers tels que définis par la réglementation en vigueur;
- la fourniture de conseil et de services aux entreprises notamment en matière de structure de capital, de stratégie, de fusions et de rachat d'entreprises.

3) la définition des services d'investissement et les modalités de leur fourniture sont fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib après avis du Comité des établissements de crédit, visé à l'article 23 ci-dessous.

Article 9

Les établissements de crédit peuvent prendre des participations directement ou indirectement dans des entreprises existantes ou en création, sous réserve du respect des limites fixées, par rapport à leurs fonds propres et au capital social ou aux droits de votes de la société émettrice, par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa ci-dessus, Bank Al-Maghrib peut s'opposer à toute acquisition ou participation de nature à entraver le contrôle prudentiel de l'établissement de crédit concerné ou à lui faire courir un risque excessif, ou à altérer sa situation sur le plan de la solvabilité, de la liquidité et de la rentabilité.

Article 10

Les établissements de crédit comprennent deux catégories, les banques et les sociétés de financement.

Les banques et les sociétés de financement peuvent être classées par Bank Al-Maghrib en sous-catégories, en fonction notamment des opérations qu'elles sont autorisées à effectuer et de leur taille.

Les modalités d'application des dispositions de la présente loi peuvent être fixées pour chaque catégorie ou sous-catégorie d'établissements de crédit.

Article 11

Sont considérés comme organismes assimilés aux établissements de crédit au sens de la présente loi, les établissements de paiement, les associations de micro crédit, les banques offshore, les conglomérats financiers, la Caisse de Dépôt et de Gestion et la Caisse Centrale de Garantie.

Article 12

Les banques peuvent être agréées en vue d'exercer toute ou partie des activités visées aux articles 1, 7 et 16 et sont seules à pouvoir être habilitées à recevoir du public des fonds à vue ou d'un terme égal ou inférieur à deux ans.

Article 13

Les sociétés de financement ne peuvent pratiquer, parmi les activités visées à l'article premier et aux alinéas 2 à 5 de l'article 7 ci-dessus, que celles précisées dans les décisions d'agrément qui les concernent ou, éventuellement, dans les dispositions législatives ou réglementaires qui leur sont propres.

Article 14

Par dérogation aux dispositions de l'article 12 ci-dessus, les sociétés de financement peuvent être agréées, dans les formes et les conditions prévues à l'article 32 ci-dessous, à recevoir du public des fonds d'un terme supérieur à un an.

Article 15

Les établissements de paiement sont ceux qui offrent un ou plusieurs services de paiement visés à l'article 16 ci-dessous.

Ils peuvent également, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, exercer les opérations de change manuel.

Article 16

Sont considérées comme services de paiement :

- les opérations de transfert de fonds ;
- les dépôts et les retraits en espèces sur un compte de paiement ;
- l'exécution d'opérations de paiement par tout moyen de communication à distance, à condition que l'opérateur agisse uniquement en qualité d'intermédiaire entre le payeur et le fournisseur de biens et services ;
- l'exécution de prélèvements permanents ou unitaires, d'opérations de paiement par carte et l'exécution de virements, lorsque ceux-ci portent sur des fonds placés sur un compte de paiement.

On entend par compte de paiement tout compte détenu au nom d'un utilisateur de services de paiement et qui est exclusivement utilisé aux fins d'opérations de paiement.

Ne sont pas considérés comme services de paiement, les opérations de paiement effectuées par :

- un chèque tel que régi par le chapitre premier du titre III du Code de commerce ;
- un effet de commerce tel que régi par les dispositions du titre premier du livre III du Code de commerce ;
- un mandat postal émis et/ou payé en espèces ;
- tout autre titre similaire sur support papier.

Les modalités d'exercice des services de paiement sont arrêtées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 17

Sans préjudice des dispositions législatives régissant les organismes assimilés visés à l'article 11 ci-dessus, il est interdit à toute personne non agréée en qualité d'établissement de crédit ou d'établissement de paiement d'effectuer, à titre de profession habituelle, les opérations visées aux articles 1 et 16 ci-dessus.

Toutefois, toute personne peut pratiquer les opérations suivantes :

- consentir à ses contractants, dans l'exercice de son activité professionnelle, des délais ou des avances de paiement, notamment sous forme de crédit commercial ;
- conclure des contrats de location de logements assortis d'une option d'achat ;
- procéder à des opérations de trésorerie avec des sociétés ayant avec elle, directement ou indirectement, des liens de capital conférant à l'une d'elles un pouvoir de contrôle effectif sur les autres ;

- émettre des valeurs mobilières ainsi que des titres de créances négociables sur un marché réglementé ;
- consentir des avances sur salaires ou des prêts à ses salariés pour des motifs d'ordre social ;
- émettre des bons et des cartes délivrées pour l'achat, auprès d'elle, de biens ou de services déterminés **dans les conditions et suivant les modalités fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit ;**
- **prendre ou mettre en pension des valeurs mobilières inscrites à la cote de la bourse des valeurs, des titres de créances négociables ou des valeurs émises par le Trésor ;**
- **remettre des espèces en garantie d'une opération de prêt de titres régie par les dispositions de la loi n°45-12 relative au prêt de titres.**

Article 18

Nonobstant les dispositions législatives qui leur sont applicables et sous réserve des conditions spécifiques qui seront édictées à cet effet par **circulaires du wali de Bank Al-Maghrib**, après avis du Comité des établissements de crédit :

- **les associations de micro-crédit régies par la loi n° 18-97 sont soumises aux prescriptions des titres II, IV, V, VI, VII et VIII de la présente loi ;**
- **les banques offshore, régies par la loi n° 58-90 relative aux places financières offshore, sont soumises aux prescriptions des titres II, IV, V, VI, VII et VIII de la présente loi ;**
- **la Caisse de Dépôt et de Gestion et la Caisse Centrale de Garantie sont soumises aux prescriptions de l'article 45 et à celles des titres IV, V et VIII de la présente loi.**

Article 19

Constitue un conglomérat financier, au sens de la présente loi, tout groupe remplissant les conditions suivantes :

1° Une entité réglementée est à la tête du groupe ou l'une des filiales du groupe au moins est une entité réglementée :

- **dans le cas où une entité réglementée est à la tête du groupe, il s'agit soit de l'entreprise mère d'une entité du secteur financier, soit d'une entité qui détient une participation dans une entité du secteur financier;**
- **dans le cas où il n'y a pas d'entité réglementée à la tête du groupe, les activités de ce dernier s'exercent principalement dans le secteur financier.**

2° L'une au moins des entités du groupe appartient au secteur financier ;

3° Les activités consolidées ou agrégées des entités du groupe dans le secteur financier et les activités consolidées ou agrégées des entités dans ce secteur sont importantes.

Au sens du présent article, on entend par entité réglementée les établissements de crédit, les entreprises d'assurances, les mutuelles, les institutions de prévoyance et les sociétés de bourse.

Les modalités d'application des dispositions des 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} alinéas ci-dessus sont fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité de coordination et de surveillance des risques systémiques visé à l'article 112 ci-dessous et du Comité des établissements de crédit.

Sans préjudice des dispositions applicables aux entités réglementées appartenant au secteur de l'assurance et des marchés de capitaux, lorsque celles-ci remplissent les critères définissant un conglomérat financier prévu au premier tiret du premier alinéa du présent article, les dispositions des articles 76, 78, 79, 80, 81, 83, 85 et 87 ainsi que celles du chapitre II du titre V de la présente loi leur sont applicables, dans les conditions fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 20

Les établissements de paiement visés à l'article 15 ci-dessus sont soumis aux dispositions des titres II, IV, V, VI, VII et VIII de la présente loi, sous réserve des conditions spécifiques qui seront édictées à cet effet par circulaires du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 21

Ne sont pas soumis aux dispositions de la présente loi :

1) Bank Al-Maghrib;

2) la Trésorerie générale ;

3) le Service de Mandats Postaux ;

4) les entreprises d'assurances et de réassurance régies par la loi n° 17-99 portant code des assurances et les organismes de prévoyance et de retraite ;

5) les organismes à but non lucratif qui, dans le cadre de leur mission et pour des raisons d'ordre social, accordent sur leurs ressources

propres des prêts à des conditions préférentielles aux personnes qui peuvent en bénéficier en vertu des statuts de ces organismes ;

6) le Fonds Hassan II pour le développement économique et social régi par la loi n° 36-01 ;

7) les institutions financières internationales et les organismes publics de coopération étrangers autorisés par une convention conclue avec le Gouvernement du Royaume du Maroc à exercer une ou plusieurs opérations visées à l'article 1^{er} ci-dessus.

Chapitre II

Cadre institutionnel

Article 22

Les circulaires du wali de Bank Al-Maghrib prises en application de la présente loi et des dispositions législatives et réglementaires en vigueur sont soumises, pour homologation par arrêtés, au ministre chargé des finances et publiées au Bulletin Officiel.

Article 23

Il est institué un comité dénommé Comité des établissements de crédit dont l'avis est requis par le wali de Bank Al-Maghrib sur toute question, à caractère général ou individuel, ayant trait à l'activité des établissements de crédit et des autres organismes assimilés visés à l'article 11 ci-dessus.

Le Comité mène également toutes études portant sur l'activité des établissements de crédit et notamment sur leurs rapports avec la clientèle et sur l'information du public.

Ces études peuvent donner lieu à des **circulaires ou recommandations** du wali de Bank Al-Maghrib.

Le Comité des établissements de crédit est présidé par le wali de Bank Al-Maghrib.

Il comprend en outre :

- un représentant de Bank Al-Maghrib ;
- deux représentants du ministère chargé des finances, dont **le Directeur du Trésor et des Finances Extérieures** ;
- deux représentants du Groupement professionnel des banques du Maroc, dont le président ;
- le président de l'Association professionnelle des sociétés de financement et des établissements de paiement;
- **le président de la Fédération nationale des associations de micro-crédit.**

Lorsqu'il est saisi de questions à caractère individuel, telles que définies au paragraphe 2 de l'article **24** ci-après, sa composition est restreinte aux seuls représentants de Bank Al-Maghrib et du ministère chargé des finances.

Les modalités de fonctionnement du Comité des établissements de crédit sont fixées par décret.

Le secrétariat du Comité est assuré par Bank Al-Maghrib.

Article 24

Sont soumises, pour avis, au Comité des établissements de crédit visé à l'article **23** ci-dessus notamment :

1- les questions suivantes intéressant l'activité des établissements de crédit et revêtant un caractère général :

- **la définition des services d'investissement visés à l'article 8 ci-dessus et les modalités de leur fourniture ;**

- les modalités d'application des dispositions de l'article **9** ci-dessus relatives aux conditions de prises de participations, par les établissements de crédit, dans des entreprises existantes ou en création ;

- les modalités d'exercice des services de paiement visés à l'article **16** ci-dessus ;

- les modalités d'émission des bons et des cartes délivrées par une personne, pour l'achat auprès d'elle, de biens ou de services déterminés visés à l'article **17** ci-dessus ;

- **les mesures prises par le wali de Bank Al-Maghrib en application des dispositions de l'article 18 ci-dessus ;**

- Les modalités d'application des dispositions de l'article **19** ci-dessus relatives aux **conglomérats financiers** ;

- **les modalités d'application des dispositions de l'article 20 ci-dessus relatives aux établissements de paiement ;**

- les statuts des associations professionnelles et les modifications susceptibles de leur être apportées, visés à l'article **30** ci-dessous ;

- **Les conditions et modalités de nomination, par les établissements de crédit, d'administrateurs indépendants visés à l'article 33 ci-dessous ;**

- le montant du capital, ou de la dotation minimum, exigible des établissements de crédit, prévu par l'article **34** ci-dessous ;

- les modalités d'application des dispositions de l'article **35** ci-dessous relatives aux fonds propres minimums des établissements de crédit ;

- les conditions et modalités d'ouverture au Maroc, par les établissements de crédit ayant leur siège social à l'étranger, de bureaux

d'information, de liaison ou de représentation ; prévues à l'article **39** ci-dessous ;

- les mesures d'application des dispositions des articles **45** et **161** ci-dessous relatives respectivement à la communication à Bank Al-Maghrib des documents et informations nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt commun et aux conditions et modalités d'accès, du public, à ces informations ;

- les conditions **de collecte de fonds du public et de distribution de crédits**, visées à l'article **49** ci-dessous ;

- **les conditions et modalités de collecte et d'emploi des dépôts d'investissement prévus à l'article 54 ci-dessous ;**

- **les caractéristiques techniques des produits prévus aux articles 56 et 57 ci-dessous ainsi que les modalités de leur présentation à la clientèle ;**

- **les conditions et les modalités de fonctionnement du comité d'audit prévu à l'article 67 ci-dessous ;**

- **les conditions et modalités de fonctionnement du fonds collectif de garantie des dépôts prévu à l'article 72 ci-dessous ;**

- **les conditions et modalités d'exercice, par les établissements de crédit, des opérations prévues par le chapitre premier du titre III ;**

- **les conditions spécifiques prises par le wali de Bank Al-Maghrib en application des dispositions de l'article 73 ci-dessous ;**

- les mesures d'application des dispositions de l'article **74** ci-dessous relatives aux obligations comptables des établissements de crédit ;

- les conditions selon lesquelles les établissements de crédit doivent publier leurs états de synthèse et leurs états financiers, visés à l'article **78 ci-dessous**;

- les mesures d'application des prescriptions des articles **79** et **80** ci-dessous relatives aux dispositions prudentielles;

- **les conditions et modalités de fonctionnement des comités d'audit, prévus à l'article 81 ci-dessous ;**

- les modalités dans lesquelles les entreprises visées à l'article **84** ci-dessous doivent communiquer à Bank A-Maghrib leurs états de synthèse;

- les mesures d'application des dispositions de l'article **95** ci-dessous relatives aux modalités selon lesquelles les établissements de crédit doivent soumettre à Bank Al-Maghrib les changements affectant la composition de leurs instances dirigeantes ;

- les modalités d'application des dispositions de l'article **101** ci-dessous relatives au devoir de vigilance ;

- les mesures d'application des dispositions de l'article **103** ci-dessous relatives aux modalités d'approbation des commissaires aux comptes ;

- Les termes de référence relatifs à l'exercice de la mission des commissaires aux comptes prévue à l'article 104 ci-dessous ;
- les conventions de coopération et d'échange d'informations avec les autorités de contrôle des établissements de crédit étrangères visées à l'article **115** ci-dessous ;
- les conditions de **versement des cotisations au fonds collectif de garantie des dépôts visées à l'article 133 ci-dessous ;**
- les modalités de gestion du fonds collectif de garantie des dépôts par la société gestionnaire et ses interventions visées à l'article **145** ci-dessous ;
- les clauses minimales relatives à la convention de compte prévue à l'article **154** ci-dessous ;
- les modalités d'application des dispositions de l'article **157** ci-dessous relatives à la publication des conditions appliquées par les établissements de crédit à leurs opérations avec la clientèle ;
- les modalités d'application des dispositions de l'article **159** relatives à l'élaboration des relevés de comptes ;
- **les conditions dans lesquelles peuvent être autorisés par Bank Al-Maghrib, les intermédiaires mandatés par les banques visés à l'article 168 ci-dessous, pour recevoir des fonds du public.**

Le wali recueille l'avis du Comité des établissements de crédit, dans sa composition élargie, sur les questions visées aux articles **139** et **140** ci-dessous.

2- Les questions suivantes intéressant l'activité des établissements de crédit et **organismes assimilés et** revêtant un caractère individuel :

- l'octroi d'agrément pour l'exercice de l'activité d'établissement de crédit, **d'établissement de paiement, d'association de micro-crédit et de banque offshore ;**
- la fusion de deux ou de plusieurs établissements de crédit **ou organismes assimilés;**
- l'absorption d'un ou plusieurs établissements de crédit par un autre établissement de crédit ;
- la création de filiales ou l'ouverture de succursales, ou de bureaux de représentation à l'étranger, **ainsi que toute prise de participation débouchant sur un contrôle d'un établissement de crédit installé à l'étranger,** par les établissements de crédit ayant leur siège social au Maroc ;
- les changements qui affectent la nationalité, le contrôle d'un établissement de crédit ou **organisme assimilé ou** la nature des opérations qu'il effectue à titre de profession habituelle.

Article 25

Il est institué un conseil dénommé Conseil national du crédit et de l'épargne composé de représentants de l'administration, de représentants des organismes à caractère financier, de représentants des chambres professionnelles, de représentants des associations professionnelles et de personnes désignées par le premier ministre en raison de leur compétence dans le domaine économique et financier.

La composition et les modalités de fonctionnement dudit Conseil sont fixées par décret.

Le Conseil national du crédit et de l'épargne débat de toute question intéressant le développement de l'épargne ainsi que de l'évolution de l'activité des établissements de crédit et des organismes assimilés. Il formule des propositions au gouvernement dans les domaines qui entrent dans sa compétence.

Il peut constituer en son sein des groupes de travail pour mener toutes études qu'il juge utiles ou qui peuvent lui être confiées par le ministre chargé des finances ou le wali de Bank Al-Maghrib.

Il peut demander à Bank Al-Maghrib et aux administrations compétentes de lui fournir toute information utile à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil national du crédit et de l'épargne est présidé par le ministre chargé des finances.

Le secrétariat du Conseil est assuré par Bank Al-Maghrib.

Article 26

Il est institué une commission, dénommée Commission de discipline des établissements de crédit, chargée d'instruire les dossiers disciplinaires **dont elle est saisie** et de proposer, au wali de Bank Al-Maghrib, les sanctions disciplinaires à prononcer en application des dispositions de l'article **179 ci-dessous**.

Article 27

La Commission de discipline des établissements de crédit, comprend les membres suivants :

- un représentant de Bank Al-Maghrib ;
- deux représentants du ministère chargé des finances ;
- deux magistrats, nommés par le ministre chargé des finances, sur proposition du ministre chargé de la justice.

Le président de la Commission peut faire appel à toute personne dont la collaboration est jugée utile pour donner à la Commission un avis à propos de l'affaire dont elle est saisie. Cette personne ne prend pas part aux délibérations de la Commission.

Le secrétariat de la Commission est assuré par Bank Al-Maghrib.

Article 28

La Commission élabore et adopte son règlement intérieur.

Elle se réunit sur convocation de son président et délibère valablement lorsque quatre au moins de ses membres sont présents.

Ses avis sont pris à la majorité des membres présents et, en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Article 29

La Commission convoque, afin de l'entendre, le représentant légal de l'établissement concerné, qui peut se faire assister d'un défenseur de son choix, et ce après lui avoir signifié les griefs relevés à son encontre et communiqué tous les éléments du dossier.

La Commission peut convoquer, à son initiative ou à la demande de l'intéressé, le représentant de l'association professionnelle concernée afin de l'entendre.

Article 30

Les établissements de crédit agréés en tant que banques et les banques offshore sont tenus d'adhérer à l'association professionnelle dénommée Groupement professionnel des banques du Maroc régie par les dispositions du dahir du 3 jourmada I 1378 (15 novembre 1958) réglementant le droit d'association, tel qu'il a été modifié et complété.

Les établissements de crédit agréés en tant que sociétés de financement et **les établissements de paiement agréés** sont tenus d'adhérer à l'association professionnelle dénommée Association professionnelle des sociétés de financement et **des établissements de paiement** régie par les dispositions du dahir du 3 jourmada I 1378 (15 novembre 1958) réglementant le droit d'association, tel qu'il a été modifié et complété.

Les statuts des deux associations précitées ainsi que toutes modifications y relatives sont approuvés par le **ministre chargé des finances**, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 31

Les associations professionnelles des établissements de crédit étudient les questions intéressant l'exercice de la profession, notamment l'amélioration des techniques de banque et de crédit, l'introduction de nouvelles technologies, la création de services communs, la formation du personnel et les relations avec les représentants des employés.

Elles peuvent être consultées par le ministre chargé des finances ou le wali de Bank Al-Maghrib sur toute question intéressant la profession. De même, elles peuvent leur soumettre des propositions dans ce domaine.

Les associations professionnelles des établissements de crédit servent d'intermédiaire, pour les questions concernant la profession, entre leurs membres, d'une part, et les pouvoirs publics ou tout autre organisme national ou étranger, d'autre part.

Elles doivent informer le ministre chargé des finances et le wali de Bank Al-Maghrib de tout manquement, dont elles ont eu connaissance, dans l'application, par leurs membres, des dispositions de la présente loi et des textes pris pour leur application.

Elles sont habilitées à ester en justice lorsqu'elles estiment que les intérêts de la profession sont en jeu et notamment lorsqu'un ou plusieurs de leurs membres sont en cause.

TITRE DEUXIEME

OCTROI DE L'AGREMENT, CONDITIONS D'EXERCICE ET RETRAIT DE L'AGREMENT

Chapitre Premier

Agrément et conditions d'exercice

Article 32

1- Avant d'exercer son activité au Maroc, toute personne morale considérée comme :

- établissement de crédit au sens de l'article 1^{er} ci-dessus ;
- ou comme association de micro crédit au sens de l'article 1er de la loi n°18-97 relative au micro-crédit ;
- ou comme banque offshore au sens de l'article 2 de la loi n° 58-90 relative aux places financières offshore ;
- ou comme établissement de paiement au sens de l'article 15 ci-dessus.

doit avoir été préalablement agréée par le wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

2- Les demandes d'agrément pour exercer en tant qu'établissement de crédit, soit en qualité de banque, soit en qualité de société de financement, soit en tant qu'établissement de paiement doivent être adressées à Bank Al-Maghrib qui s'assure :

- du respect par la personne morale postulante des dispositions des articles **33, 34, 35, 36** et **42** ci-après ;
- de l'adéquation des moyens humains, techniques et financiers de la personne morale postulante, compte tenu notamment de l'implantation projetée et du programme d'activité qu'elle envisage de mettre en œuvre ;
- de l'expérience professionnelle et de l'honorabilité des fondateurs, des apporteurs du capital, des membres des organes d'administration, de direction et de gestion ;
- de la capacité du postulant à respecter les dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application ;
- que les liens de capital pouvant exister entre la personne morale postulante et d'autres personnes morales ne sont pas de nature à entraver le contrôle prudentiel.

3- Les demandes d'agrément pour exercer en qualité d'association de micro-crédit ou de banque offshore doivent être adressées à Bank Al-Maghrib qui s'assure du respect, par le postulant,

des conditions prévues respectivement par les lois n° 18-97 et 58-90 susvisées.

4- Dans le cadre de l'instruction de la demande, Bank Al-Maghrib est habilitée à réclamer tous documents et renseignements qu'elle juge nécessaires.

5- La décision portant agrément ou, le cas échéant, refus dûment motivé, est notifiée par le wali de Bank Al-Maghrib à l'entreprise postulante, dans un délai maximum de quatre mois à compter de la date de réception de l'ensemble des documents et renseignements requis.

L'agrément peut être limité à l'exercice de certaines opérations seulement lorsqu'il apparaît que les moyens humains, techniques ou financiers du postulant sont insuffisants au regard des opérations qu'il envisage d'effectuer.

Il peut également être subordonné au respect d'engagements financiers souscrits par le postulant.

6- La décision portant agrément est publiée au Bulletin Officiel.

Ampliation en est communiquée au ministre chargé des finances et à l'association professionnelle concernée.

Article 33

1- Les établissements de crédit ayant leur siège social au Maroc ne peuvent être constitués que sous la forme de société anonyme à capital fixe ou de coopérative à capital variable.

Ils doivent désigner au sein de leurs conseils d'administration ou conseils de surveillance, des administrateurs ou membres indépendants dans les conditions et suivant les modalités fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib après avis du comité des établissements de crédit.

Par dérogation aux dispositions de l'article 44 de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée, les administrateurs indépendants ne doivent pas être propriétaires d'actions avec ou sans droit de vote de l'établissement.

2- Les établissements de paiement sont constitués sous forme de société anonyme ou de société à responsabilité limitée.

Article 34

Tout établissement de crédit ayant son siège social au Maroc doit justifier à son bilan d'un capital intégralement libéré ou, lorsqu'il s'agit d'un établissement public, d'une dotation totalement versée, dont le montant doit être égal au moins au capital minimum, tel que fixé, pour la catégorie ou la sous-catégorie dont il relève, par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Tout établissement de crédit ayant son siège social à l'étranger et autorisé à ouvrir une succursale au Maroc doit affecter à l'ensemble de ses opérations une dotation, effectivement employée au Maroc, d'un montant au moins égal au capital minimum visé ci-dessus.

Article 35

L'actif de tout établissement de crédit doit, à tout moment, excéder effectivement, d'un montant au moins égal au capital minimum ou à la dotation minimum, le passif exigible, sans que les versements des actionnaires ou la dotation, selon le cas, puissent être compensés, directement ou indirectement, notamment par des prêts, avances ou souscription de titres de créance ou de capital, ayant pour objet la reprise du capital ou de la dotation.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 36

Nul ne peut, à un titre quelconque, fonder, diriger, administrer, gérer ou liquider un établissement de crédit :

1) s'il a été condamné irrévocablement pour crime ou pour l'un des délits prévus et réprimés par les articles 334 à 391 et 505 à 574 du code pénal ;

2) s'il a été condamné irrévocablement pour infraction à la législation des changes ;

3) s'il a été condamné irrévocablement en vertu de la législation relative à la lutte contre le terrorisme ;

4) s'il a été frappé d'une déchéance commerciale en vertu des dispositions des articles 711 à 720 de la loi n° 15-95 formant code de commerce et qu'il n'a pas été réhabilité ;

5) s'il a été condamné irrévocablement pour l'une des infractions prévues aux articles 721 à 724 de la loi n° 15-95 formant code de commerce;

6) s'il a fait l'objet d'une condamnation irrévocable en vertu des dispositions des articles 183 à 194 de la présente loi ;

7) s'il a fait l'objet de radiation, pour cause disciplinaire, d'une profession réglementée ;

8) s'il a fait l'objet d'une condamnation irrévocable en vertu de la législation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux ;

9) s'il a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une juridiction étrangère et passée en force de chose jugée pour l'un des crimes ou délits ci-dessus énumérés.

Article 37

Lorsque la demande d'agrément émane d'un établissement de crédit ayant son siège social à l'étranger, soit pour la création d'une filiale, soit pour l'ouverture d'une succursale au Maroc, cette demande doit être accompagnée de l'avis de l'autorité du pays d'origine habilitée à délivrer un tel avis.

Bank Al-Maghrib s'assure, également, que les dispositions législatives et réglementaires qui sont applicables aux établissements de crédit du pays d'origine ne sont pas de nature à entraver la surveillance de la filiale ou de la succursale dont la création est envisagée au Maroc.

Article 38

La création de filiales ou l'ouverture de succursales ou de bureaux de représentation à l'étranger ainsi que toute prise de participation débouchant sur un contrôle d'un établissement de crédit installé à l'étranger, par les établissements de crédit ayant leur siège social au Maroc sont subordonnées à l'accord préalable du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Les prises de participation dans le capital des établissements de crédit installés à l'étranger par les établissements de crédit ayant leur siège social au Maroc, sont soumises à l'accord préalable du wali de Bank Al-Maghrib.

Article 39

Les établissements de crédit ayant leur siège social à l'étranger peuvent, dans les conditions et modalités fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit, ouvrir au Maroc des bureaux ayant une activité d'information, de liaison ou de représentation.

Article 40

Est subordonnée à l'octroi d'un nouvel agrément dans les formes et les conditions prévues à l'article **32** ci-dessus, toute opération portant sur :

- la fusion de deux ou de plusieurs établissements de crédit ;
- l'absorption d'un ou plusieurs établissements de crédit par un autre établissement de crédit.

Article 41

Les changements qui affectent la nationalité, le contrôle d'un établissement de crédit ou la nature des opérations qu'il effectue habituellement, sont subordonnés à l'octroi d'un nouvel agrément demandé et délivré dans les formes et conditions prévues à l'article **32** ci-dessus.

Au sens du présent article, le contrôle d'un établissement de crédit résulte :

- de la détention, directe ou indirecte, d'une fraction du capital conférant la majorité des droits de vote dans les assemblées générales ;
- ou du pouvoir de disposer de la majorité des droits de vote en vertu d'un accord conclu avec d'autres associés ou actionnaires ;
- ou de l'exercice, conjointement avec un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, du pouvoir d'administration, de direction ou de surveillance ;
- ou de l'exercice en vertu de dispositions législatives, statutaires ou contractuelles du pouvoir d'administration, de direction ou de surveillance ;
- ou du pouvoir de déterminer en fait, par les droits de vote, les décisions dans les assemblées générales.

Article 42

Le président directeur général, le directeur général, **le directeur général délégué**, les membres du directoire ainsi que toute personne ayant reçu délégation de pouvoir de direction, du président-directeur général, du conseil d'administration ou de surveillance d'un établissement de crédit recevant des fonds du public, ne peut cumuler ces fonctions avec des fonctions similaires dans toute autre entreprise, à l'exception :

- des sociétés de financement ne recevant pas des fonds du public ;
- des sociétés contrôlées par l'établissement de crédit considéré dont l'activité aurait pu être exercée par ce dernier dans le cadre normal de sa gestion, sous réserve du respect des dispositions législatives particulières applicables à cette activité.

Article 43

Les établissements de crédit doivent notifier à Bank Al-Maghrib, selon les modalités fixées par elle :

- toute modification affectant leurs statuts ;
- le programme annuel d'extension de leur réseau au Maroc ou à l'étranger ;
- toute ouverture effective, fermeture ou transfert, au Maroc ou à l'étranger, d'agences, de guichets, ou de bureaux de représentation.

Bank Al-Maghrib peut limiter ou interdire aux établissements de crédit l'extension de leur réseau au Maroc ou à l'étranger en cas de non respect des dispositions des articles **79 et 80** ci-dessous.

Article 44

Les établissements de crédit doivent faire état, dans leurs actes, documents et publications, quel qu'en soit le support :

- de leur dénomination sociale telle qu'elle figure dans la liste visée à l'article **46** ci-dessous ;
- de leur forme juridique ;
- du montant de leur capital social ou de leur dotation ;
- de l'adresse de leur siège social ou de leur principal établissement au Maroc ;
- du numéro de leur immatriculation au registre du commerce ;
- de la catégorie ou sous-catégorie à laquelle ils appartiennent ;
- et des références de la décision portant leur agrément.

Article 45

Les établissements de crédit sont tenus de communiquer à Bank Al-Maghrib tous documents et informations nécessaires au bon fonctionnement des services d'intérêt commun visés à l'article **161** ci-dessous, dans les conditions fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 46

Bank Al-Maghrib établit et tient à jour la liste des établissements de crédit, des associations de micro-crédit, des banques offshore et des établissements de paiement, agréés. A sa diligence, la liste initiale et les modifications dont elle fait l'objet sont publiées au Bulletin Officiel.

Bank Al-Maghrib établit et tient à jour la liste des succursales, agences, guichets et bureaux de représentation des établissements de crédit exerçant leur activité au Maroc ainsi que celle des succursales, agences, guichets et bureaux de représentation ouverts à l'étranger par des établissements de crédit ayant leur siège social au Maroc.

Article 47

Lorsque les autorités de la concurrence sont saisies, en application des dispositions des articles 6, 7 et 10 de la loi n° 06-99 sur la liberté des prix et de la concurrence, de litiges concernant, directement ou indirectement, un établissement de crédit ou organisme assimilé, elles recueillent, au préalable, l'avis de Bank Al-Maghrib.

L'avis de Bank Al-Maghrib est transmis à ces autorités dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande d'avis.

Article 48

Lorsque Bank Al-Maghrib, à l'occasion de l'examen d'une demande d'agrément ou d'une demande de fusion-absorption entre deux ou plusieurs établissements de crédit ou organismes assimilés, estime que l'opération envisagée peut ou est susceptible de constituer une violation des dispositions de l'article 10 de la loi n° 06-99 précitée, elle sursoit à statuer sur la demande et requiert l'avis de l'autorité de la concurrence compétente pour connaître des pratiques contraires à la loi sur la liberté des prix et de la concurrence.

Cette autorité transmet son avis à Bank Al-Maghrib dans un délai d'un mois maximum à compter de la date de réception de la demande.

Article 49

En vue d'assurer le développement de l'économie, la défense de la monnaie, la protection des déposants et des emprunteurs, le ministre chargé des finances peut fixer par arrêtés, pour l'ensemble des établissements de crédit ou pour chaque catégorie ou sous-catégorie de ces établissements, les conditions de collecte de fonds du public et de distribution de crédits, après avis du Comité des établissements de crédit.

Chapitre II

Retrait d'agrément

Article 50

Le retrait de l'agrément à un établissement de crédit est prononcé par le wali de Bank Al-Maghrib :

- 1- soit à la demande de l'établissement de crédit lui-même ;
- 2 – soit lorsque l'établissement de crédit :

* n'a pas fait usage de son agrément dans un délai de douze mois, à compter de la date de notification de la décision portant agrément ;

* n'exerce plus son activité depuis au moins six mois ;

* ne remplit plus les conditions au vu desquelles il a été agréé.

3- soit lorsque la situation de l'établissement de crédit est considérée comme irrémédiablement compromise ;

4- soit à titre de sanction disciplinaire en application des dispositions de l'article **179** ci-dessous.

L'avis de la Commission de discipline des établissements de crédit est requis dans les cas prévus aux 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} paragraphes ci-dessus.

Article 51

La décision de retrait d'agrément est notifiée à l'établissement de crédit concerné et publiée au Bulletin Officiel. Elle entraîne la radiation de l'établissement concerné de la liste visée à l'article **46** ci-dessus.

Ampliation en est communiquée au ministre chargé des finances et à l'association professionnelle concernée.

TITRE TROISIEME : Banques Participatives

Chapitre Premier **Champ d'application**

Article 52

Sont considérées comme banques participatives, les personnes morales régies par les dispositions du présent titre, habilitées à exercer à titre de profession habituelle en conformité avec les préceptes de la Charia, les activités visées à l'article 1^{er} ci-dessus ainsi que les opérations commerciales, financières et d'investissement, à l'exclusion de toute opération impliquant la perception et le versement d'intérêt.

Article 53

Les banques participatives sont habilitées à recevoir du public des dépôts d'investissement dont la rémunération est liée aux résultats des investissements convenus avec la clientèle.

Article 54

On entend par dépôts d'investissement tout contrat liant le déposant en tant que bailleur de fonds à la banque en tant que gestionnaire, en vue de la participation aux profits issus de ces investissements selon un prorata prédéterminé ou en contrepartie d'une commission versée par le déposant. Les pertes sont supportées par le déposant, sauf faute grave commise par la banque.

Les conditions et modalités de collecte et d'emploi de ces dépôts sont fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité charia pour la finance visé à l'article 61 ci-dessous et du Comité des établissements de crédit.

Article 55

Les banques participatives peuvent exercer, sous réserve du respect des dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière et conformément aux préceptes de la Charia, les opérations connexes à leurs activités prévues à l'article 7 ci-dessus.

Article 56

Les banques participatives peuvent procéder au financement de la clientèle à travers notamment les produits ci-après :

- Mourabaha, définie comme étant tout contrat par lequel une banque participative acquiert un bien meuble ou immeuble en vue de le revendre à son client à son coût d'acquisition plus une marge bénéficiaire convenue d'avance.

Le règlement par le client est effectué selon les modalités convenues entre les parties.

- Ijara, définie comme étant tout contrat selon lequel une banque participative met, à titre locatif, un bien meuble ou immeuble déterminé, identifié et propriété de cette banque, à la disposition d'un client pour un usage autorisé par la loi.

L'Ijara peut revêtir l'une des deux formes suivantes :

- Ijara tachghilia qui consiste en une location simple ;**
- Ijara wa iqtinaa qui consiste en une location assortie de l'engagement ferme du locataire d'acquérir le bien loué à l'issue d'une période convenue d'avance.**

- Moucharaka, définie comme étant tout contrat ayant pour objet la participation, par une banque participative, dans un projet, en vue de réaliser un profit.

Les deux parties participent aux pertes à hauteur de leur participation et aux profits selon un prorata prédéterminé.

La Moucharaka peut revêtir l'une des deux formes suivantes :

- la Moucharaka Tabita : les deux parties demeurent partenaires jusqu'à l'expiration du contrat les liant ;**
- la Moucharaka Moutanakissa : la banque se retire progressivement du projet conformément aux stipulations du contrat.**

- Moudaraba, définie comme étant tout contrat mettant en relation une banque participative (Rab el Mal) qui fournit des fonds et un entrepreneur (Moudarib) qui fournit son travail en vue de réaliser un projet. La responsabilité de la gestion du projet repose entièrement sur l'entrepreneur. Les bénéfices réalisés sont partagés selon une répartition convenue entre les deux parties et les pertes sont assumées exclusivement par Rab el Mal sauf en cas de fraude commise par le Moudarib.

Les caractéristiques techniques de ces produits ainsi que les modalités de leur présentation à la clientèle sont fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité charia pour la finance et du Comité des établissements de crédit.

Article 57

Les banques participatives peuvent financer leur clientèle à travers tout autre produit conforme aux préceptes de la Charia dont les caractéristiques techniques ainsi que les modalités de leur présentation à la clientèle sont fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib après avis du Comité charia pour la finance et du Comité des établissements de crédit.

Article 58

Outre les règles régissant les produits de financement prévus par le présent titre, il y a lieu de se référer aux prescriptions de la Charia et ce, nonobstant toute disposition législative contraire.

Article 59

Les banques participatives sont agréées conformément aux dispositions de l'article 32 ci-dessus.

Article 60

Les établissements de crédit visés à l'article 10 ci-dessus peuvent, sous réserve de l'agrément du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit, exercer en partie ou en totalité, les opérations prévues par le présent titre.

Les conditions et modalités de leur exercice sont fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

CHAPITRE II

Instances de conformité

Article 61

Conformément aux dispositions du dahir n°1-03-300 du 2 rabii I 1425 (22 avril 2004) portant réorganisation des conseils des ouléma, notamment ses articles 7 et 8, il est institué un comité dénommé Comité charia pour la finance.

La composition et les modalités de fonctionnement de ce Comité sont fixées par décret.

Article 62

Le Comité charia pour la finance a notamment pour missions de :

- se prononcer sur la conformité à la Charia des opérations et produits offerts au public ;
- répondre aux consultations des banques ;
- donner un avis préalable sur le contenu des campagnes de communication des établissements de crédit exerçant l'activité prévue par le présent titre ;
- proposer toute mesure de nature à contribuer au développement de tout produit ou service financier conformes à la Charia.

Article 63

Les avis prononcés par le Comité charia pour la finance sont opposables aux banques participatives et à toute autre institution financière offrant des produits ou des services conformes à la Charia. Ils prévalent sur toute interprétation contraire.

Article 64

Le secrétariat du Comité charia pour la finance est assuré par Bank Al-Maghrib.

Article 65

Les banques participatives adressent, à la fin de chaque exercice, au Comité charia pour la finance, un rapport d'évaluation sur leur conformité aux préceptes de la Charia.

Article 66

Le Comité charia pour la finance publie un rapport annuel faisant ressortir les avis prononcés au cours de l'exercice écoulé ainsi que son appréciation/évaluation quant à la conformité des banques participatives aux préceptes de la Charia.

Article 67

Les banques participatives sont tenues de mettre en place un Comité d'audit, chargé :

- d'identifier et de prévenir les risques de non-conformité à la Charia ;
- d'assurer le suivi de l'application des avis du Comité charia pour la finance et d'en contrôler le respect ;
- de mettre en place les procédures et les manuels afférents aux préceptes de la Charia à respecter ;

- **d'adopter les mesures requises en cas de non respect avéré des conditions imposées dans la mise en application d'un produit au sujet duquel un avis Charia a été émis.**

Les conditions et les modalités de fonctionnement de ce comité sont arrêtées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 68

Les banques participatives sont tenues de communiquer à Bank Al-Maghrib, dans les conditions qu'elle fixe, un rapport sur la conformité à la Charia.

CHAPITRE III **Dispositions diverses**

Article 69

Les banques participatives exerçant les activités prévues par le présent titre sont tenues d'adhérer à l'association professionnelle dénommée Groupement professionnel des banques du Maroc régie par les dispositions du dahir du 3 Joumada I 1378 (15 Novembre 1958) réglementant le droit d'association, tel qu'il a été modifié et complété.

Article 70

Il est institué un fonds de garantie des dépôts, destiné à indemniser les déposants des banques agréées à effectuer les opérations objet du présent titre, en cas d'indisponibilité de leurs dépôts et de tous autres fonds remboursables.

Ce fonds peut également, à titre préventif et exceptionnel, accorder à une banque participative en difficulté et dans la limite de ses disponibilités, des concours remboursables ou prendre une participation dans son capital.

Article 71

La garantie du fonds couvre tous les dépôts et autres fonds remboursables collectés à l'exclusion des fonds d'investissements

prévus par les dispositions de l'article 53 ci-dessus et des fonds énumérés aux alinéas 1 à 5 de l'article 134 ci-dessous.

Article 72

La gestion de ce fonds est concédée à la société gestionnaire du Fonds collectif de garantie des dépôts prévue à l'article 135 ci-dessous.

Les conditions et les modalités de fonctionnement de ce fonds sont arrêtées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit et du Comité charia pour la finance.

Article 73

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux banques participatives, sous réserve des conditions spécifiques qui seront édictées à cet effet, par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

TITRE QUATRIEME
DISPOSITIONS COMPTABLES ET PRUDENTIELLES

Chapitre Premier
Dispositions comptables

Article 74

Par dérogation aux dispositions de la loi n° 9-88 relative aux obligations comptables des commerçants, les établissements de crédit sont astreints à tenir leur comptabilité dans les conditions fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis, respectivement du Comité des établissements de crédit et du Conseil national de la comptabilité.

Les avis du Conseil national de la comptabilité sont formulés dans un délai n'excédant pas deux mois à compter de la date de sa saisine.

Article 75

Les établissements de crédit ayant leur siège social à l'étranger et agréés pour exercer leur activité au Maroc doivent tenir, au siège de leur principal établissement implanté au Maroc, une comptabilité des opérations traitées, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Article 76

Les établissements de crédit doivent, à la clôture de chaque exercice social, établir sur une base individuelle et consolidée ou sous-consolidée, les états de synthèse relatifs à cet exercice.

Les établissements de crédit sont tenus également de dresser ces documents à la fin du premier semestre de chaque exercice social.

Les états de synthèse sont transmis à Bank Al-Maghrib dans les conditions fixées par elle.

Article 77

Les établissements de crédit sont astreints à la tenue de situations comptables et d'états annexes ainsi que de tout autre document permettant à Bank Al-Maghrib d'effectuer le contrôle qui lui est dévolu par la présente loi ou par toute autre législation en vigueur.

Ces documents sont établis et communiqués à Bank Al-Maghrib dans les conditions fixées par elle.

Article 78

Les établissements de crédit doivent publier les états de synthèse cités à l'article **76** ci-dessus dans les conditions fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Bank Al-Maghrib s'assure que les publications susvisées sont régulièrement effectuées. Elle ordonne aux établissements concernés de procéder à des publications rectificatives dans le cas où des inexactitudes ou des omissions auraient été relevées dans les documents publiés.

Elle peut, à son initiative, publier les états de synthèse de ces établissements, après avis de la Commission de discipline des établissements de crédit.

Chapitre II

Dispositions prudentielles

Article 79

Afin de préserver leur liquidité et leur solvabilité ainsi que l'équilibre de leur situation financière, les établissements de crédit sont tenus de respecter, sur une base individuelle et/ou consolidée ou sous-consolidée, des règles prudentielles fixées par circulaires du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit, consistant à maintenir des proportions, notamment :

- entre l'ensemble ou certains des éléments de l'actif et des engagements par signature reçus et l'ensemble ou certains des éléments du passif et des engagements par signature donnés ;

- entre les fonds propres et l'ensemble ou certains des risques encourus ;

- entre les fonds propres et l'ensemble ou certaines catégories de créances, de dettes et d'engagements par signature en devises ;

- entre les fonds propres et le total des risques encourus sur un même bénéficiaire ou un ensemble de bénéficiaires ayant entre eux des liens juridiques ou financiers qui en font un même groupe d'intérêt ;

- entre les fonds propres et l'ensemble ou certains des éléments de l'actif et les engagements par signature donnés.**

Article 80

Les établissements de crédit sont tenus, dans les conditions fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit, de se doter d'un système de contrôle interne approprié visant à identifier, mesurer et surveiller l'ensemble des risques qu'ils encourent et de mettre en place des dispositifs qui leur permettent de mesurer la rentabilité de leurs opérations.

Article 81

Les établissements de crédit sont tenus d'instituer un comité d'audit chargé d'assurer la surveillance et l'évaluation de la mise en œuvre des dispositifs du contrôle interne ainsi qu'un Comité chargé du suivi du processus d'identification et de gestion des risques.

Les conditions et les modalités de fonctionnement de ces comités sont arrêtées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 82

Le wali de Bank Al-Maghrib peut exiger d'un établissement de crédit présentant un profil de risque particulier de respecter des règles prudentielles plus contraignantes que celles prises en application des dispositions de l'article **79** ci-dessus.

TITRE CINQUIEME
CONTROLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Chapitre Premier
Contrôle par Bank Al-Maghrib

Article 83

Bank Al-Maghrib est chargée de contrôler le respect, par les établissements de crédit des dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application.

Elle vérifie l'adéquation de l'organisation administrative et comptable et du système de contrôle interne de ces établissements et veille à la qualité de leur situation financière.

Dans ce cadre, Bank Al-Maghrib est habilitée à effectuer, par ses agents ou par toute autre personne commissionnée à cet effet par le wali, les contrôles sur place et sur documents des établissements susvisés.

Pour s'assurer de l'observation des règles prudentielles par ces établissements, les contrôles sur place peuvent être étendus à leurs filiales et aux personnes morales qui les contrôlent, au sens des dispositions de l'article **41** ci-dessus.

Les personnes visées à l'alinéa 3 ci-dessus ne peuvent voir leur responsabilité civile personnelle engagée à raison de l'exercice de leur mission.

Article 84

Les entreprises ayant leur siège social au Maroc, autres que les établissements de crédit et les **conglomérats financiers**, qui contrôlent un établissement de crédit, sont tenues de communiquer à Bank Al-Maghrib, selon les modalités fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit, leurs états de synthèse établis sur base individuelle, consolidée ou sous-consolidée accompagnés du rapport de leurs commissaires aux comptes.

Article 85

Bank Al-Maghrib peut demander aux organismes soumis à son contrôle la communication de tous documents et renseignements nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Elle en détermine la liste, le modèle et les délais de transmission.

Article 86

Bank Al-Maghrib communique les résultats des contrôles ainsi que ses recommandations aux dirigeants de l'établissement concerné et à son organe d'administration ou de surveillance.

Bank Al-Maghrib peut transmettre les résultats des contrôles aux commissaires aux comptes.

Article 87

Le président directeur général, le directeur général **délégué**, le directeur général, les membres du directoire et toute personne occupant une fonction équivalente dans un établissement de crédit ou dans tout autre organisme soumis au contrôle de Bank Al-Maghrib par la présente loi, sont tenus d'informer les membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance de leur établissement, ainsi que le ministre chargé des finances et le wali de Bank Al-Maghrib, de toute anomalie ou événement grave survenu dans l'activité ou la gestion dudit établissement et qui sont susceptibles d'en compromettre la situation ou de porter atteinte au renom de la profession.

Article 88

Lorsqu'un établissement de crédit a manqué aux usages de la profession, Bank Al-Maghrib, après avoir mis ses dirigeants en demeure de présenter leurs explications, peut leur adresser une mise en garde.

Article 89

Lorsque la gestion ou la situation financière d'un établissement de crédit n'offrent pas de garanties suffisantes sur le plan de la solvabilité, de la liquidité ou de la rentabilité, ou que son système de contrôle interne présente des lacunes graves, Bank Al-Maghrib lui adresse une injonction à l'effet d'y remédier dans un délai qu'elle fixe.

Bank Al-Maghrib peut, dans ce cas, exiger communication d'un plan de redressement, appuyé, si elle l'estime nécessaire, par un rapport établi par un expert indépendant, précisant notamment les dispositions prises, les mesures envisagées ainsi que le calendrier de leur mise en œuvre.

Article 90

Dans le cas où elle estime que les moyens de financement prévus dans le plan de redressement visé à l'article **89** ci-dessus sont insuffisants, le wali de Bank Al-Maghrib peut faire appel aux actionnaires ou aux sociétaires détenant, directement ou indirectement, une participation égale ou supérieure à 5% du capital et faisant partie des organes d'administration, de direction ou de gestion de l'établissement en cause, pour fournir à celui-ci le soutien financier qui lui est nécessaire.

Article 91

Bank Al-Maghrib peut, sans faire application de l'injonction prévue à l'article **89** ci-dessus et de l'appel aux actionnaires ou sociétaires visé à l'article **90** ci-dessus, adresser directement un avertissement à l'établissement de crédit concerné à l'effet de se conformer, dans un délai qu'elle détermine, aux prescriptions de la présente loi et des textes pris pour leur application, d'améliorer ses méthodes de gestion, de renforcer sa situation financière ou redresser les anomalies constatées au niveau du système de contrôle interne.

Article 92

Le wali de Bank Al-Maghrib désigne, après avis de la Commission de discipline des établissements de crédit, un administrateur provisoire :

- lorsqu'il apparaît que le fonctionnement des organes de délibération ou de surveillance ou la gestion de l'établissement ne peuvent plus être assurés normalement ;

- lorsque les mesures envisagées dans le plan de redressement visé à l'article **89** ci-dessus sont jugées insuffisantes pour assurer la viabilité de l'établissement, que les actionnaires ou sociétaires aient répondu ou non à l'appel du wali de Bank Al-Maghrib prévu à l'article **90** ci-dessus ;

- dans le cas prévu à l'article **179** ci-dessous.

Article 93

A titre exceptionnel et temporaire, Bank Al-Maghrib peut accorder aux établissements de crédit des dérogations individuelles, dont elle détermine les conditions, aux règles qui sont fixées en application des dispositions de l'article **79 ci-dessus**.

Article 94

En cas d'inobservation des dispositions des articles **74, 79 et 80** ci-dessus et des textes pris pour leur application, Bank Al-Maghrib peut, soit à la place, soit en sus des sanctions disciplinaires prévues par la présente loi, interdire ou limiter la distribution, par un établissement de crédit, de dividendes aux actionnaires ou la rémunération des parts sociales aux sociétaires.

Article 95

Bank Al-Maghrib peut, par décision dûment motivée, s'opposer à la nomination d'une personne au sein des organes d'administration, de direction ou de gestion d'un établissement de crédit, notamment lorsqu'elle estime que cette personne ne possède pas l'honorabilité et l'expérience nécessaire pour l'exercice de ses fonctions.

Bank Al-Maghrib peut également s'opposer à **cette nomination lorsqu'elle estime que les mandats exercés dans d'autres institutions peuvent entraver l'accomplissement normal de ses fonctions et ce, nonobstant les dispositions de l'article 36 ci-dessus.**

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 96

Toute personne détenant, directement ou indirectement, une participation égale ou supérieure à 5% du capital social ou des droits de vote d'un établissement de crédit doit déclarer à Bank Al-Maghrib et à l'établissement concerné la part du capital ou des droits de vote qu'elle détient.

Cette déclaration doit être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception dans les 30 jours qui suivent la date à laquelle ce niveau de participation est atteint.

Article 97

Sans préjudice des dispositions de l'article **41** ci-dessus, l'accord de Bank Al-Maghrib est requis lorsqu'une personne physique ou plusieurs personnes physiques ayant entre elles des liens, ou une personne morale envisage de détenir ou de céder, directement ou indirectement, une participation dans le capital d'un établissement de crédit conférant au moins 10 %, 20 % ou 30 % du capital social ou des droits de vote dans les assemblées générales.

Article 98

Les personnes visées aux articles **96** et **97** ci-dessus sont tenues de communiquer à Bank Al-Maghrib toutes les informations que celle-ci peut leur demander dans le cadre de l'exercice de sa mission.

Article 99

Bank Al-Maghrib est chargée de veiller au respect, par les organismes soumis à son contrôle, des dispositions législatives applicables à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et des textes pris pour leur application.

Article 100

Les établissements de crédit et les autres organismes soumis au contrôle de Bank Al-Maghrib sont tenus, dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, de mettre en place un dispositif de vigilance et de veille interne

conformément aux dispositions de la loi n° 43-05 relative à lutte contre le blanchiment de capitaux telle que modifiée et complétée et des textes pris pour son application.

Dans ce cadre, Bank Al-Maghrib peut fixer des règles spécifiques à chaque catégorie d'établissements soumis à son contrôle en fonction de la nature de ses activités et des risques qu'il encourt.

Article 101

Les modalités d'application des dispositions de l'article **100** ci-dessus sont fixées par voie de circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 102

Bank Al-Maghrib publie un rapport annuel sur le contrôle des établissements de crédit **et des organismes assimilés** ainsi que sur l'activité et les résultats de ces établissements.

CHAPITRE II

Contrôle par les commissaires aux comptes

Article 103

Les établissements de crédit sont tenus de désigner deux commissaires aux comptes après approbation du wali de Bank Al-Maghrib.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa ci-dessus et à celles de l'article 159 de la loi n°17-95 relative aux sociétés anonymes, les établissements de crédit désignent un seul commissaire aux comptes lorsque leur total bilan est inférieur à un seuil fixé par Bank Al-Maghrib.

Les modalités d'approbation des commissaires aux comptes sont fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 104

Les commissaires aux comptes ont pour mission :

- de contrôler les comptes conformément aux dispositions du titre VI de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes;
- de s'assurer du respect des mesures prises en application des dispositions des articles **74, 79 et 80 ci-dessus**;
- de vérifier la sincérité des informations destinées au public et leur concordance avec les comptes.

Les termes de référence relatifs à l'exercice de la mission des commissaires aux comptes sont fixés par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 105

Par dérogation aux dispositions de l'article 163 de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, le renouvellement du mandat des commissaires aux comptes ayant effectué leur mission auprès d'un même établissement, durant deux mandats consécutifs de trois ans, ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai de trois ans après le terme du dernier mandat et sous réserve de l'approbation de Bank Al-Maghrib.

Article 106

Outre les dispositions relatives aux règles d'incompatibilité prévues par la loi n° 17-95 précitée et par la loi n° 15-89 réglementant la profession d'expert comptable et instituant un ordre des experts comptables, les commissaires aux comptes doivent présenter toutes les garanties d'indépendance à l'égard de l'établissement contrôlé.

Lorsqu'il y a désignation de deux commissaires aux comptes, ceux-ci ne peuvent représenter ou appartenir à des cabinets ayant des liens entre eux.

Article 107

Les commissaires aux comptes établissent des rapports dans lesquels ils rendent compte de leur mission telle que définie à l'article **104** ci-dessus.

Ces rapports sont communiqués à Bank Al-Maghrib.

Article 108

Les commissaires aux comptes sont tenus de signaler immédiatement à Bank Al-Maghrib, tout fait ou décision dont ils ont connaissance au cours de l'exercice de leur mission auprès d'un établissement de crédit qui constitue une violation des dispositions législatives ou réglementaires qui leur sont applicables et qui sont de nature notamment :

- à affecter la situation financière de l'établissement contrôlé ;
- à mettre en danger la continuité de l'exploitation ;
- à entraîner l'émission de réserves ou le refus de certification des comptes.

Article 109

Bank Al-Maghrib peut demander aux commissaires aux comptes de lui fournir tous éclaircissements et explications à propos des conclusions et opinions exprimées dans leurs rapports et, le cas échéant, de mettre à sa disposition les documents de travail sur la base desquels ils ont formulé ces conclusions et opinions.

Bank Al-Maghrib peut mettre à la disposition des commissaires aux comptes les informations estimées nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Article 110

Bank Al-Maghrib saisit les organes délibérants des établissements soumis à son contrôle à l'effet de mettre fin au mandat d'un commissaire aux comptes et procéder à son remplacement, lorsque ce dernier :

- ne respecte pas les dispositions du présent chapitre et celles des textes pris pour leur application ;

- a fait l'objet de mesures disciplinaires de la part de l'ordre des experts comptables ou de sanctions pénales en application des dispositions de la loi n° 17-95 précitée.

Article 111

Les informations et documents échangés entre Bank Al-Maghrib et les commissaires aux comptes sont couverts par la règle du secret professionnel.

La responsabilité des commissaires aux comptes ne peut être engagée du fait de la communication d'informations à Bank Al-Maghrib.

TITRE SIXIEME

Surveillance macro prudentielle, résolution des difficultés des établissements de crédit et système de garantie des dépôts

Chapitre Premier

Surveillance macro prudentielle

Article 112

Il est institué un Comité dénommé Comité de coordination et de surveillance des risques systémiques, ci-après le Comité, chargé d'assurer la surveillance macro prudentielle du secteur financier.

A ce titre, il a notamment pour missions :

1- de coordonner les actions de ses membres en matière de supervision des établissements soumis à leurs contrôles et de surveillance complémentaire des conglomérats financiers tels que définis à l'article 19 ci-dessus;

2- de coordonner la réglementation commune applicable à ces établissements ;

3- d'analyser la situation du secteur financier et d'évaluer les risques systémiques ;

4- de proposer toutes mesures pour prévenir les risques systémiques et en atténuer les effets ;

5- et de coordonner la coopération et l'échange d'informations avec les instances chargées de missions similaires à l'étranger.

Le Comité peut être saisi par le ministre chargé des finances de toute question d'intérêt commun.

Article 113

Le Comité est présidé par le wali de Bank Al-Maghrib.

Il est composé de représentants de Bank Al-Maghrib, de l'autorité chargée du contrôle des entreprises d'assurances et de réassurance et de l'autorité chargée du contrôle des marchés de capitaux.

Sa composition est élargie aux représentants du ministère chargé des finances lorsqu'il traite des questions visées aux paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 112 ci-dessus.

La composition du Comité ainsi que les modalités de son fonctionnement sont fixées par décret.

Le secrétariat du Comité est assuré par Bank al-Maghrib.

Article 114

Les membres du comité peuvent se communiquer toute information et documents nécessaires à l'accomplissement de leurs missions et pour la surveillance macro prudentielle.

Le Comité peut inviter à ses travaux toute personne dont la collaboration est jugée utile.

Article 115

Bank Al-Maghrib est habilitée à conclure, après avis du Comité des établissements de crédit, avec les instances chargées, dans des Etats étrangers, d'une mission similaire à celle qui lui est confiée par la présente loi en matière de contrôle des établissements de crédit, des conventions bilatérales ayant pour objet :

- la définition des conditions dans lesquelles chacune des parties peut transmettre et recevoir les informations utiles à l'exercice de sa mission ;

- la réalisation des contrôles sur place des filiales bancaires ou des succursales des établissements de crédit implantées sur le territoire de chacune des parties.

Les contrôles sur place susvisés portent sur l'observation des règles prudentielles ainsi que sur la qualité des risques afin de permettre un contrôle consolidé de la situation financière des groupes bancaires et financiers.

Toutefois ces contrôles ne peuvent :

- avoir lieu lorsqu'une action pénale est engagée à l'encontre de la filiale ou de la succursale installée au Maroc ;

- aboutir, le cas échéant, qu'à l'application, à l'encontre de la filiale ou de la succursale installée au Maroc, des sanctions prévues par la présente loi et des textes pris pour son application.

Bank Al-Maghrib tient informé le ministre chargé des finances de la conclusion de toute convention avec une instance étrangère de supervision des établissements de crédit.

La conclusion des conventions susvisées ne peut intervenir :

- si elle est de nature à porter atteinte à la souveraineté nationale, à la sécurité, aux intérêts essentiels du Royaume ou à l'ordre public marocain ;

- si l'instance étrangère de surveillance des établissements de crédit n'est pas soumise à des conditions similaires à celles prévues par la législation marocaine en matière de respect du secret professionnel.

CHAPITRE II

Administration provisoire des établissements de crédit

Article 116

Les établissements de crédit ne sont pas soumis aux procédures de prévention et de traitement des difficultés de l'entreprise prévues respectivement par les dispositions des Titres premier et II du livre V de la loi n° 15-95 formant Code de commerce.

Article 117

L'administrateur provisoire est nommé par le wali de Bank Al-Maghrib, dans les cas prévus à l'article **92** ci-dessus.

La décision de nomination de l'administrateur provisoire fixe la durée de son mandat ainsi que les conditions de sa rémunération, qui est à la charge de l'établissement de crédit considéré.

Cette décision est notifiée aux membres du conseil d'administration ou de surveillance de l'établissement de crédit concerné ainsi qu'au ministre chargé des finances.

Elle est publiée au Bulletin Officiel.

Article 118

L'administrateur provisoire doit, dans le délai fixé par Bank Al-Maghrib, établir à l'attention de celle-ci un rapport dans lequel il précise la nature, l'origine et l'importance des difficultés de l'établissement ainsi que les mesures susceptibles d'assurer son redressement.

Il peut proposer :

- la liquidation de l'établissement lorsque sa situation est considérée comme irrémédiablement compromise ;

- sa cession totale ou partielle à un autre établissement;

- la cession, à une structure ad hoc agréée de plein droit en qualité d'établissement de crédit, des actifs de l'établissement, considérés comme compromis. Cette cession se fait par dérogation aux dispositions des articles 190, 192 et 195 du dahir formant code des obligations et des contrats ;

- la scission de l'établissement conformément aux dispositions de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes.

Article 119

Lorsque Bank Al-Maghrib estime, au vu du rapport de l'administrateur provisoire, que l'établissement de crédit dispose de

sérieuses possibilités de redressement, elle décide de la continuation de l'exploitation dudit établissement.

Elle en informe, par écrit, l'administrateur provisoire.

Article 120

A compter de la date de nomination de l'administrateur provisoire, le fonctionnement des organes d'administration, de surveillance et de direction de l'établissement est suspendu et l'ensemble de leurs pouvoirs est transféré à l'administrateur provisoire.

L'administrateur provisoire est tenu, durant toute la durée de son mandat, au respect des obligations légales et conventionnelles incombant aux dirigeants de l'établissement.

Les actions, les parts sociales et les certificats d'investissement ou de droit de vote détenus par les membres des organes d'administration, de surveillance et de direction de l'établissement concerné ne peuvent, à compter de la date susvisée, être cédés à peine de nullité.

Les valeurs précitées sont virées à un compte spécial bloqué, ouvert par l'administrateur provisoire et tenu par l'établissement de crédit ou par un intermédiaire habilité, selon le cas.

L'administrateur provisoire fait mention de leur inaccessibilité sur les registres de l'établissement de crédit.

L'inaccessibilité des titres ci-dessus prend fin de plein droit à compter de la cessation de l'administration provisoire.

Article 121

L'administrateur provisoire délivre aux membres des organes d'administration, de surveillance et de direction de l'établissement concerné détenant des actions, des parts sociales, des certificats d'investissement ou de droit de vote, un certificat leur permettant de participer aux assemblées générales de l'établissement de crédit.

Toutefois, lorsque les circonstances l'exigent, notamment en cas de défaillance ou de blocage au niveau des assemblées générales, Bank Al-Maghrib, sur proposition de l'administrateur provisoire, saisit le président du tribunal compétent pour qu'il désigne un mandataire de justice qui sera chargé, pour une durée qu'il fixe, de l'exercice des droits de vote attachés aux titres mentionnés au premier alinéa ci-dessus.

Article 122

L'administrateur provisoire peut saisir le président du tribunal compétent à l'effet de prononcer la nullité de tout paiement ou transfert d'actif, constitution de garanties ou de sûretés, effectués dans les six mois précédant sa désignation au profit de toute personne physique ou morale, lorsqu'il est établi qu'une telle opération n'était pas liée à la conduite des

opérations courantes de l'établissement ou qu'elle avait pour objet de soustraire un ou plusieurs éléments de son actif.

Article 123

Lorsqu'elle estime que l'intérêt des déposants le justifie, Bank Al-Maghrib peut saisir le tribunal compétent, afin que soit ordonnée la cession des titres visés à l'article **120** ci-dessus.

Le prix de cession est fixé sur la base d'une évaluation effectuée par un expert choisi sur le tableau des experts comptables prévu par les dispositions de la loi n° 15-89 précitée réglementant la profession d'expert comptable et instituant un ordre des experts comptables.

Article 124

L'administrateur provisoire ne peut procéder à l'acquisition ou à l'aliénation de biens immeubles ou de titres de participation et emplois assimilés que sur autorisation préalable de Bank Al-Maghrib.

Article 125

Nonobstant toute disposition légale ou toute clause contractuelle, aucune résiliation ou résolution des contrats en cours, conclus avec la clientèle ou avec des tiers, ne peut résulter du seul fait de la mise de l'établissement de crédit sous administration provisoire.

Article 126

L'administrateur provisoire est tenu d'établir un rapport trimestriel à l'attention de Bank Al-Maghrib dans lequel il rend compte de l'évolution de la situation financière de l'établissement et de l'exécution des mesures de redressement telles que prévues dans le rapport visé à l'article **118** ci-dessus ainsi que les difficultés rencontrées et, le cas échéant, les nouvelles mesures à prendre à cet effet.

Article 127

Lorsque la situation financière de l'établissement est redressée, l'assemblée générale des actionnaires ou des sociétaires est convoquée, à l'initiative de l'administrateur provisoire après accord de Bank Al-Maghrib, à l'effet de procéder à la désignation de nouveaux organes d'administration, de surveillance ou de direction.

Article 128

La mission de l'administrateur provisoire prend fin à l'expiration de son mandat ou lorsque :

- les organes visés à l'article **127** ci-dessus sont désignés ;

- la situation de l'établissement de crédit est irrémédiablement compromise ;
- il ne peut, pour quelque raison que ce soit, assurer normalement l'exercice de ses fonctions ;
- il faillit à ses obligations telles que prévues par le présent chapitre.

Dans ces deux derniers cas, il est pourvu au remplacement de l'administrateur provisoire dans les formes prévues à l'article **117** ci-dessus.

Article 129

Lorsque des circonstances menaçant la stabilité du système bancaire l'exigent, le wali de Bank Al-Maghrib, peut nommer l'administrateur provisoire sans qu'il soit fait application des dispositions de l'article 92 ci-dessus.

A compter de la date de nomination de cet administrateur provisoire, le fonctionnement des organes d'administration, de surveillance et de direction de l'établissement ainsi que les réunions des assemblées générales sont suspendus et l'ensemble de leurs pouvoirs et prérogatives sont transférés à l'administrateur provisoire.

Article 130

Dans les mêmes circonstances visées à l'article 129 ci-dessus, le wali de Bank Al-Maghrib peut décider de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des mesures prévues à l'article 118 ci-dessus.

Chapitre III

Systeme de Garantie des Dépôts

Article 131

Il est institué un Fonds collectif de garantie des dépôts en vue de protéger les déposants, désigné ci-après le Fonds.

Article 132

Le Fonds est destiné à indemniser les déposants en cas d'indisponibilité de leurs dépôts ou de tous autres fonds remboursables.

Le Fonds peut également, à titre préventif et exceptionnel, accorder à un établissement de crédit en difficulté des concours remboursables ou prendre une participation dans son capital.

Article 133

Les établissements de crédit agréés pour recevoir des fonds du public sont tenus d'adhérer au Fonds collectif de garantie des dépôts et de contribuer régulièrement à son financement par le versement de cotisations dans les conditions fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 134

La garantie du Fonds couvre tous les dépôts et autres fonds remboursables collectés par l'établissement de crédit à l'exclusion de ceux reçus de la part :

- des autres établissements de crédit ;**
- de ses filiales, des membres de ses organes d'administration, de surveillance et de direction, de ses actionnaires disposant d'au moins 5% des droits de vote ;**
- des organismes qui fournissent les services visés aux articles 7 et 16 ci-dessus ;**
- des entités visées au 2^{ème} et 3^{ème} tirets de l'article 18 ci-dessus ;**
- des organismes visés aux 1), 2), 3), 4), 6) et 7) de l'article 21 ci-dessus.**

Article 135

Il est créé une société anonyme à conseil d'administration à laquelle sera concédée la gestion du Fonds collectif de garantie des dépôts, dénommée ci-après société gestionnaire, en application d'un cahier des charges approuvé par Bank Al-Maghrib.

Ce cahier des charges définit notamment :

- les obligations afférentes au fonctionnement de la société gestionnaire;**
- les règles déontologiques devant être respectées par le conseil d'administration et par le personnel de la société gestionnaire;**
- les modalités d'échange d'informations entre Bank Al-Maghrib et la société gestionnaire.**

Article 136

La société gestionnaire est régie par les dispositions du présent chapitre, par la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes ainsi que par ses propres statuts.

Elle n'est pas soumise aux autres dispositions de la présente loi.

Article 137

Les statuts de la société gestionnaire ainsi que toutes les modifications qui leur seront apportées sont, au préalable, approuvés par Bank Al-Maghrib.

Article 138

Le capital social de la société gestionnaire est détenu par Bank Al-Maghrib et par les établissements de crédit adhérents au Fonds.

Son conseil d'administration est présidé par le wali de Bank Al-Maghrib ou par toute autre personne déléguée par lui à cet effet.

Article 139

Lorsqu'un établissement de crédit adhérent au Fonds éprouve des difficultés susceptibles d'engendrer, à terme, une indisponibilité des dépôts, la société gestionnaire, peut, après avis de Bank Al-Maghrib et sous réserve de la présentation par l'établissement concerné de mesures de redressement jugées acceptables, octroyer à cet établissement, à titre préventif et exceptionnel, des concours remboursables dont elle détermine le montant, le taux d'intérêt applicable et les modalités de remboursement ou prendre des participations dans son capital.

Le montant de cette participation et les conditions de sa cession sont déterminés par le conseil d'administration de la société gestionnaire.

Article 140

Lorsque le wali de Bank Al-Maghrib constate qu'un établissement de crédit adhérent au Fonds, pour des raisons liées à sa situation financière, n'est plus en mesure de restituer les dépôts ou autres fonds remboursables et que rien ne laisse prévoir que cette restitution puisse avoir lieu dans des délais proches, elle en informe les membres du conseil d'administration de la société gestionnaire, à l'effet d'indemniser les déposants.

En cas d'insuffisance des ressources du fonds en vue d'indemniser les déposants, la société gestionnaire peut, dans les conditions fixées par le wali de Bank Al-Maghrib, faire appel à des cotisations supplémentaires de la part des établissements de crédit adhérents.

Elle peut également procéder à toute émission obligataire, nonobstant les délais prévus par les dispositions de l'article 293 de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes.

Article 141

L'indemnisation des déposants a lieu à concurrence d'un montant maximum par déposant, personne physique ou morale et selon les délais fixés par Bank Al-Maghrib.

La société gestionnaire du Fonds est subrogée dans les droits des déposants indemnisés, à concurrence des sommes qu'elle leur a versées.

Article 142

En cas de liquidation d'un établissement de crédit ayant bénéficié de concours remboursables du Fonds collectif de garantie des dépôts, la société gestionnaire du Fonds jouit d'un privilège sur le produit de la liquidation pour le recouvrement de sa créance qui prend rang immédiatement après le privilège du Trésor prévu à l'article 109 de la loi n° 15-97 formant code de recouvrement des créances publiques.

Article 143

La société gestionnaire du fonds doit régulièrement, dans les conditions fixées par Bank AL-Maghrib, porter à la connaissance du public les informations relatives à l'accomplissement de sa mission.

Article 144

La société gestionnaire du fonds peut entretenir toute relation de coopération et d'échange d'informations avec des associations ou organismes étrangers chargés d'assurer une mission similaire à la sienne.

Article 145

Les modalités de gestion du Fonds par la société gestionnaire et ses interventions sont fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

CHAPITRE IV

Liquidation des établissements de crédit

Article 146

Toute action en justice à l'encontre d'un établissement de crédit de nature à entraîner le prononcé d'un jugement d'ouverture de liquidation judiciaire, doit être portée par le président du tribunal saisi à la connaissance de Bank Al-Maghrib.

Article 147

Entre en liquidation tout établissement de crédit dont l'agrément a été retiré :

1- soit à la demande de l'établissement de crédit lui-même ;

2 – soit lorsque l'établissement de crédit :

- n'a pas fait usage de son agrément dans un délai de douze mois, à compter de la date de notification de la décision portant agrément ;

- n'exerce plus son activité depuis au moins six mois ;

- ne remplit plus les conditions au vu desquelles il a été agréé.

Dans ce cas, le ou les liquidateurs sont nommés par le wali de Bank Al-Maghrib.

Pendant le délai de liquidation, l'établissement en question demeure soumis au contrôle de Bank Al-Maghrib prévu par les dispositions des articles **83** et **85** ci-dessus et ne peut effectuer que les opérations strictement nécessaires à sa liquidation.

Il ne peut faire état de sa qualité d'établissement de crédit qu'en précisant qu'il est en liquidation.

Article 148

Lorsque le retrait d'agrément est prononcé suite à la situation irrémédiablement compromise de l'établissement de crédit ou à titre de sanction disciplinaire en application des dispositions de l'article **179** ci-dessous, le wali de Bank Al-Maghrib saisit le président du tribunal compétent à l'effet de prononcer un jugement de liquidation judiciaire.

Toutefois et par dérogation aux dispositions de l'article 568 du Code de commerce, le ou les liquidateurs sont nommés par le wali de Bank Al-Maghrib.

Le liquidateur procède aux opérations de liquidation conformément aux dispositions du titre III du livre V de la loi n° 15-95 formant Code de commerce.

Article 149

La décision du wali de nomination du ou des liquidateurs fixe la durée de leur mandat, qui peut être renouvelé, ainsi que les conditions de leur rémunération, qui est à la charge de l'établissement de crédit concerné.

Elle est publiée au Bulletin Officiel.

Le ou les liquidateurs soumettent à Bank Al-Maghrib un rapport trimestriel sur les opérations de liquidation.

Article 150

Par dérogation aux dispositions de l'article 686 de la loi n°15-95 précitée, les déposants des établissements de crédit en liquidation sont dispensés des déclarations de créances prévues audit article.

Les modalités d'application des dispositions ci-dessus sont fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib.

Article 151

A compter de la date de sa nomination, le liquidateur peut saisir le tribunal compétent à l'effet de prononcer la nullité de tout paiement ou transfert d'actif, constitution de garanties ou de sûretés effectués dans les six mois précédant sa désignation, au profit de toute personne physique ou morale, lorsqu'il est établi qu'une telle opération n'était pas liée à la conduite des opérations courantes de l'établissement ou qu'elle avait pour objet de soustraire un ou plusieurs éléments de son actif.

Article 152

Nonobstant toutes dispositions législatives contraires, ne peuvent, en aucun cas, être annulés les paiements et les livraisons de valeurs effectués dans le cadre de systèmes de règlements interbancaires ou dans le cadre de systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers, jusqu'à l'expiration du jour où est publiée la décision de retrait d'agrément à l'encontre d'un établissement participant, directement ou indirectement, à de tels systèmes.

TITRE SEPTIEME

Relations entre les établissements de crédit et leur clientèle et intermédiaires en opérations effectuées par les établissements de crédit

Chapitre Premier

Relations entre les établissements de crédit et leur clientèle

Article 153

Toute personne ne disposant pas d'un compte à vue et qui s'est vu refuser, par une ou plusieurs banques, l'ouverture d'un tel compte après l'avoir demandé par lettre recommandée avec accusé de réception, peut demander à Bank Al-Maghrib de désigner un établissement de crédit auprès duquel elle pourra se faire ouvrir un tel compte.

Lorsqu'elle estime que le refus n'est pas fondé, Bank Al-Maghrib désigne l'établissement de crédit auprès duquel le compte sera ouvert. Ce dernier peut limiter les services liés à l'ouverture du compte aux opérations de caisse.

Article 154

Toute ouverture d'un compte à vue ou à terme ou d'un compte titres doit faire l'objet d'une convention écrite entre le client et son établissement de crédit. **Cette convention, dont copie est remise au client, doit notamment préciser les conditions de fonctionnement et de clôture dudit compte.**

Les clauses minimales relatives à la convention de compte sont fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 155

Les établissements de crédit dépositaires de fonds et valeurs clôturent les comptes qu'ils tiennent lorsque les fonds et valeurs n'ont fait l'objet, de la part de leurs titulaires ou ayants droit, d'aucune opération ou réclamation depuis 10 ans.

Les établissements de crédit sont tenus d'adresser, dans un délai de six mois avant l'expiration de la période précitée, un avis recommandé au titulaire de tout compte, ou à ses ayants droit, susceptible d'être atteint par la prescription et dont l'avoir en capital et intérêts est supérieur ou égal à une somme déterminée par arrêté du ministre chargé des finances.

Ces fonds et valeurs sont versés ou déposés, par les établissements de crédit, à la Caisse de dépôt et de gestion qui les détiendra pour le compte de leurs titulaires ou ayants droit jusqu'à l'expiration d'un nouveau délai de 5 ans.

Passé ce délai, ces fonds et valeurs sont prescrits à l'égard de leurs titulaires ou ayants droit et acquis de droit et versés au profit du Trésor.

Article 156

Les dispositions du dahir du 8 Kaada 1331 (9 octobre 1913) fixant, en matière civile et commerciale, le taux légal des intérêts et le maximum des intérêts conventionnels, tel qu'il a été modifié, ne sont pas applicables aux opérations de dépôts et de crédits effectuées par les établissements de crédit.

Article 157

Les conditions appliquées par les établissements de crédit à leurs opérations, notamment en matière de taux d'intérêt débiteurs et créditeurs, de commission et de régime de dates de valeur, doivent être portées à la connaissance du public dans les conditions fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 158

Toute fermeture, par un établissement de crédit, d'une agence doit être portée à la connaissance de la clientèle par tout moyen approprié, deux mois au moins avant la date de fermeture effective.

L'établissement de crédit concerné doit porter à la connaissance de la clientèle les références de l'agence à laquelle ses comptes seront transférés.

Il doit donner aux clients qui le souhaitent la possibilité de clôturer leurs comptes ou de transférer leurs fonds, sans frais, soit auprès de toute autre agence de son réseau, soit auprès d'un autre établissement de crédit.

Article 159

En matière judiciaire, les relevés de comptes, établis par les établissements de crédit selon les modalités fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit, sont admis comme moyens de preuve entre eux et leurs clients, dans les contentieux les opposant, jusqu'à preuve du contraire.

Article 160

Toute personne s'estimant lésée, du fait d'un manquement par un établissement de crédit aux prescriptions de la présente loi et des textes pris pour leur application, peut saisir Bank Al-Maghrib qui réservera à la demande la suite qu'elle juge appropriée.

A cette fin, Bank Al-Maghrib peut procéder à des contrôles sur place ou demander à l'établissement concerné de lui fournir, dans les délais fixés par ses soins, tous les documents et renseignements qu'elle estime nécessaires pour l'examen de ces demandes.

Article 161

Bank Al-Maghrib peut, à son initiative ou à la demande des organisations professionnelles, créer et gérer les services d'intérêt commun suivants au profit des organismes assujettis à la présente loi, des entreprises ou des administrations :

1- le service de centralisation des incidents de paiement de chèques dont la finalité est de s'assurer de la crédibilité du chèque en tant que moyen de paiement.

Ce service est créé pour la centralisation des incidents de paiement de chèques déclarés par les établissements bancaires teneurs de comptes sur lesquels des chèques peuvent être tirés aux fins de diffusion auprès des mêmes établissements. Il centralise, en outre, les injonctions de ne plus émettre de chèques et les interdictions judiciaires d'émettre des chèques et assure leur diffusion auprès des établissements bancaires. Il centralise, également, les infractions auxdites injonctions et interdictions judiciaires et les communique au procureur du roi.

La durée de conservation des données de ce service est de:

- dix ans pour les interdictions bancaires non régularisées ;**
- un an à cinq ans maximum selon la durée de l'interdiction prononcée par le Tribunal.**

Les incidents de paiement régularisés ou annulés ne sont plus conservés dès déclaration par l'établissement bancaire concerné de leur régularisation ou annulation.

Les infractions aux injonctions de ne plus émettre de chèques ainsi que des interdictions judiciaires ne sont plus conservées cinq ans après leur déclaration au service.

Bank Al-Maghrib peut conserver, conformément aux dispositions législatives en vigueur, pour des besoins statistiques et de surveillance de ce moyen de paiement, les données du service une année après l'expiration des durées fixées ci-dessus.

2- le service de centralisation des chèques irréguliers dont la finalité est de protéger les entreprises contre la fraude dans les paiements par chèques.

Ce service centralise, aux fins de diffusion aux entreprises, les déclarations des établissements bancaires relatives aux oppositions pour perte ou vol de chèques ou de formules de chèques, pour utilisation frauduleuse ou falsification de chèques, pour redressement

ou liquidation judiciaires de porteurs de chèques. Il centralise également aux mêmes fins les déclarations des établissements bancaires de chèques émis sur comptes clôturés ou frappés d'indisponibilité.

La durée de conservation des données de ce service est :

- **celle de la prescription du recours du porteur du chèque contre le tiré prévue par la réglementation en vigueur pour les chèques perdus, volés, objet de falsification ou d'utilisation frauduleuse ;**
- **celle de la levée d'indisponibilité pour les chèques tirés sur comptes frappés d'indisponibilité ;**
- **au terme du plan de continuité d'activité ou de l'opération de liquidation pour les chèques dont le porteur est soumis à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires ;**
- **sans limitation pour les formules de chèques volées, perdues, objet de falsification ou d'utilisation frauduleuse et pour les chèques émis sur comptes clôturés.**

3- le service de centralisation des effets de commerce impayés dont la finalité est de veiller à la crédibilité des lettres de change et des billets à ordre.

Ce service est créé pour la centralisation des déclarations des établissements bancaires domiciliataires relatives aux effets de commerce impayés aux fins de diffusion auprès des mêmes établissements.

Les données de ce service sont conservées jusqu'au paiement de l'effet de commerce.

4- le service de centralisation des avis de prélèvement impayés dont la finalité est de veiller à la crédibilité desdits avis.

Ce service est créé pour la centralisation des déclarations des établissements bancaires relatives aux avis de prélèvement impayés aux fins de diffusion auprès des mêmes établissements.

Les données de ce service sont conservées jusqu'au paiement de l'avis.

5- le service de centralisation des risques du crédit dont la finalité est de permettre aux établissements de crédit de disposer d'informations financières pour mieux gérer leur risque de crédit.

Ce service est créé pour la centralisation des concours par décaissement ou par signature accordés par les organismes assujettis à la loi bancaire à leur clientèle, ainsi que les impayés et habitudes de remboursement de ladite clientèle, aux fins de diffusion auprès de ces organismes.

Les données de ce service sont conservées pendant une durée de cinq ans à compter du remboursement du concours.

6- le service de centralisation des comptes bancaires qui recense l'ensemble des comptes à vue et à terme ouverts sur les livres des établissements de crédit et organismes assimilés en vue de répondre aux besoins de la mission de supervision bancaire telle que conférée par la loi à Bank Al-Maghrib.

Bank Al-Maghrib peut interconnecter les fichiers de ces services en vue de qualifier les données, d'en fiabiliser la teneur et de consolider le niveau du risque encouru par client.

Bank Al-Maghrib peut utiliser, pour la tenue des fichiers des services susvisés, le numéro de la carte nationale d'identité pour les personnes physiques et pour les mandataires des personnes morales.

Bank Al-Maghrib peut déléguer la gestion de ces services dans les conditions définies par elle.

Le wali de Bank Al-Maghrib détermine, par voie de circulaire, après avis du Comité des établissements de crédit, les conditions et modalités d'accès aux informations détenues par chacun de ces services d'intérêt commun.

Chapitre II

Intermédiaires en opérations effectuées par les établissements de crédit

Article 162

Est intermédiaire en opérations effectuées par les établissements de crédit toute personne qui, à titre de profession habituelle, met en rapport les parties intéressées à la conclusion de l'une des opérations prévues à l'article 1^{er} ci-dessus, sans se porter ducroire.

L'activité d'intermédiaire ne peut s'exercer qu'entre deux personnes dont l'une au moins est un établissement de crédit.

Article 163

Les dispositions du présent chapitre ne visent pas le conseil et l'assistance en matière de gestion financière.

Article 164

Les intermédiaires en opérations effectuées par les établissements de crédit exercent leur activité en vertu d'un mandat délivré par un établissement de crédit. Ce mandat mentionne la nature et les conditions des opérations que l'intermédiaire est habilité à accomplir.

Article 165

L'exercice de la profession d'intermédiaire en opérations effectuées par les établissements de crédit est interdit à toute personne qui tombe sous le coup des dispositions de l'article **36** de la présente loi.

Article 166

Les intermédiaires en opérations effectuées par les établissements de crédit doivent être constitués sous forme de personne morale.

Article 167

Tout intermédiaire en opérations effectuées par les établissements de crédit qui, même à titre occasionnel, se voit confier des fonds en tant que mandataire des parties, est tenu, à tout moment, de justifier d'une garantie financière spécialement affectée à la restitution de ces fonds.

Cette garantie ne peut résulter que d'un cautionnement donné par un établissement de crédit habilité à cet effet ou une entreprise d'assurances ou de réassurance, dûment agréée, conformément à la législation en vigueur.

Article 168

Les intermédiaires mandatés par les banques pour recevoir des fonds du public doivent être autorisés par Bank Al-Maghrib, dans les conditions fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 169

Les dispositions de l'article 167 ci-dessus, ne s'appliquent pas lorsque l'intermédiaire mandaté a la qualité d'établissement de crédit.

Article 170

Les dispositions de l'article 83 ci-dessus sont applicables aux intermédiaires autorisés à recevoir des fonds du public.

Article 171

Les intermédiaires autorisés à recevoir des fonds du public sont tenus, sous la responsabilité de la banque mandante, de respecter les dispositions de l'article 100 ci-dessus, régissant le devoir de vigilance.

Article 172

Les établissements de crédit sont tenus de communiquer à Bank Al-Maghrib, dans les conditions qu'elle fixe, la liste des intermédiaires qu'ils ont mandatés en vue d'effectuer l'activité, objet du présent chapitre, ainsi que toutes informations les concernant.

TITRE HUITIEME
SANCTIONS DISCIPLINAIRES ET PENALES

Chapitre Premier
Sanctions disciplinaires

Article 173

Sont passibles des sanctions disciplinaires prévues aux articles ci-après, les établissements de crédit et les autres organismes soumis au contrôle de Bank Al-Maghrib qui contreviennent aux dispositions de la présente loi et aux textes pris pour leur application, sans préjudice, le cas échéant, des sanctions pénales édictées par la présente loi ou des sanctions prévues par les législations particulières.

Article 174

En cas de non respect des dispositions des articles **9, 43, 45, 49, 74, 75, 77, 78, 79, 80, 85, 133, 157, 158 et 160** ci-dessus et des textes pris pour leur application, Bank Al-Maghrib est habilitée à appliquer à l'établissement concerné une sanction pécuniaire égale au plus au cinquième du capital minimum auquel il est assujetti, indépendamment de la mise en garde ou de l'avertissement prévus respectivement aux articles **88** et **91** ci-dessus.

Les dispositions qui précèdent sont également applicables en cas de non respect, par les établissements de crédit, de la constitution de réserves obligatoires auprès de Bank Al-Maghrib, telle que prévue par la loi régissant cette institution.

Article 175

Bank Al-Maghrib notifie à l'établissement de crédit la sanction pécuniaire qui lui est appliquée, les motifs qui la justifient et le délai dans lequel il sera fait application des dispositions de l'article **174** ci-dessus, délai qui ne peut être inférieur à huit jours courant à compter de la date d'envoi de la notification à l'établissement.

Article 176

Les sommes correspondant aux sanctions pécuniaires sont prélevées directement sur les comptes des établissements de crédit disposant d'un compte auprès de Bank Al-Maghrib.

Les établissements de crédit qui ne disposent pas d'un tel compte s'acquittent desdites sommes aux guichets de Bank Al-Maghrib.

Dans le cas où le règlement des sommes précitées n'a pas été effectué dans le délai prévu à l'article **175** ci-dessus par les établissements

de crédit ne disposant pas de compte auprès de Bank Al-Maghrib, le recouvrement en est assuré par la Trésorerie Générale sur la base d'un ordre de recette émis par le ministre chargé des finances ou toute personne déléguée par lui à cet effet et ce, dans les conditions prévues par la loi n° 15-97 formant code de recouvrement des créances publiques.

Par dérogation aux dispositions des articles 36 et 41 de la loi n° 15-97 précitée, les poursuites en recouvrement débutent immédiatement par la notification du commandement.

Article 177

Les sommes visées à l'article **176** ci-dessus sont versées par Bank Al-Maghrib à la fin de chaque exercice social au Trésor.

Article 178

La liste détaillée des infractions visées à l'article **174** ci-dessus ainsi que les sanctions pécuniaires correspondantes sont fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib, **après avis de la Commission de discipline des établissements de crédit.**

Article 179

Lorsque la mise en garde ou l'avertissement prévus respectivement aux articles **88** et **91** ci-dessus sont demeurés sans effet, le wali de Bank Al-Maghrib peut, après avis de la Commission de discipline des établissements de crédit :

- suspendre un ou plusieurs dirigeants ;
- interdire ou restreindre l'exercice de certaines opérations par l'établissement de crédit ;
- décider la nomination d'un administrateur provisoire ;
- prononcer le retrait d'agrément.

Article 180

Bank Al-Maghrib peut publier, par tous moyens qu'elle juge appropriés, les sanctions disciplinaires prononcées à l'encontre des établissements de crédit.

CHAPITRE II

Sanctions pénales

Article 181

Toutes les personnes qui, à un titre quelconque, participent à l'administration, à la direction ou à la gestion d'un établissement de crédit, **d'un organisme assimilé ou qui sont employées par ceux-ci**, les membres **du Conseil national du crédit et de l'épargne**, du Comité des établissements de crédit, de la Commission de discipline des établissements de crédit, du Comité charia pour la finance, du **Comité de coordination et de surveillance des risques systémiques, du conseil d'administration et le personnel de la société gestionnaire du Fonds collectif de garantie des dépôts**, les personnes chargées, même exceptionnellement, de travaux se rapportant au contrôle des établissements soumis à la surveillance de Bank Al-Maghrib en vertu de la présente loi et, plus généralement, toute personne appelée, à un titre quelconque, à connaître ou à exploiter des informations se rapportant à ces établissements ou instances, sont strictement tenus au secret professionnel pour toutes les affaires dont ils ont à connaître, à quelque titre que ce soit, dans les termes et sous peine des sanctions prévues à l'article 446 du code pénal.

Article 182

Outre les cas prévus par la loi, le secret professionnel ne peut être opposé à Bank Al-Maghrib et à l'autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale.

Article 183

Est punie d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 5.000 à 100.000 dirhams, ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne qui, agissant pour son compte ou pour le compte d'une personne morale :

- utilise indûment une dénomination commerciale, une raison sociale, une publicité et, de manière générale, toute expression faisant croire qu'elle est agréée en tant qu'établissement de crédit ou entretient sciemment dans l'esprit du public une confusion sur la régularité de l'exercice de son activité ;

- utilise tous procédés ayant pour objet de créer un doute dans l'esprit du public quant à la catégorie d'établissement de crédit au titre de laquelle elle a été agréée.

Article 184

Est punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 10.000 à 1.000.000 de dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne qui :

- **effectue, à titre de profession habituelle, les opérations visées aux articles 1 et 16 ci-dessus sans avoir été dûment agréée en tant qu'établissement de crédit ;**

- **effectue des opérations pour lesquelles cet établissement n'a pas été agréé.**

Article 185

Dans les cas prévus aux articles **183** et **184** ci-dessus, le tribunal peut ordonner la fermeture de l'établissement où a été commise l'infraction et la publication du jugement dans les journaux qu'il désigne, aux frais du condamné.

Article 186

Quiconque contrevient aux interdictions prévues à l'article **36** ci-dessus est passible d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 10.000 à 500.000 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 187

Quiconque enfreint les dispositions de l'article **42** ci-dessus est passible d'une amende de 10.000 à 500.000 dirhams.

Cette peine est également applicable :

- à tout actionnaire, personne physique ou morale, qui méconnaît les dispositions des articles **96, 97 et 98 ci-dessus.**

- aux dirigeants des personnes morales visées à l'article **84** ci-dessus qui refusent de communiquer à Bank Al-Maghrib leurs états de synthèse ;

- aux dirigeants d'un établissement de crédit qui méconnaissent les dispositions de l'article **87** ci-dessus.

En cas de récidive, le contrevenant est passible d'une amende de 20.000 à 1.000.000 de dirhams.

Article 188

Sont passibles des peines édictées à l'article **187** ci-dessus, les dirigeants des **conglomérats financiers** qui ne procèdent pas à l'établissement ou à la publication des états de synthèse et des états financiers ou qui ne transmettent pas à Bank Al-Maghrib, les informations demandées en vertu des dispositions de l'article **85** ci-dessus.

Article 189

Toute personne qui enfreint les dispositions édictées par l'article **162** ci-dessus est passible d'une amende de 10.000 à 500.000 dirhams.

En cas de récidive, le contrevenant est passible d'une amende de 20.000 à 1.000.000 de dirhams.

Article 190

Toute personne qui, en tant que dirigeant d'une entreprise exerçant des activités d'intermédiaire en opérations effectuées par les établissements de crédit, enfreint les dispositions de l'article **165** ci-dessus est passible d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 20.000 à 100.000 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 191

Toute personne qui, en tant que dirigeant d'une entreprise exerçant des activités d'intermédiaire en opérations effectuées par les établissements de crédit, enfreint les dispositions de l'article **167** ci-dessus est passible d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 10.000 à 500.000 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 192

Tout représentant d'un établissement tenu, en vertu de la présente loi, de communiquer des documents ou renseignements à Bank Al-Maghrib, qui donne à celle-ci sciemment des informations inexactes, est passible d'une amende de 10.000 à 500.000 dirhams.

En cas de récidive, le contrevenant est puni d'une amende de 20.000 à 1.000.000 de dirhams et d'un emprisonnement de trois mois à un an ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 193

Est en état de récidive, pour l'application des articles **188, 191 et 192 ci-dessus et 195 ci-après**, toute personne qui, après avoir fait l'objet d'une condamnation irrévocable pour une infraction antérieure, en commet une autre de même nature dans les douze mois qui suivent la date à laquelle la décision de condamnation est devenue irrévocable.

Article 194

Les auteurs des infractions définies aux articles **183 à 193** ci-dessus, leurs co-auteurs ou complices peuvent être poursuivis sur plainte

préalable ou constitution de partie civile de Bank Al-Maghrib, ou de l'association professionnelle concernée.

Article 195

Les dispositions des articles **404** et **405** de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes s'appliquent aux commissaires aux comptes pour leur mission visée au chapitre II du titre quatrième de la présente loi.

TITRE NEUVIEME

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Article 196

Les établissements de crédit et organismes assimilés soumis à agrément qui, à la date de publication de la présente loi, exercent leur activité en vertu d'un agrément délivré par arrêté du ministre chargé des finances ou par décision du wali de Bank Al-Maghrib, sont agréés de plein droit.

Article 197

Sont abrogées :

- **les dispositions de la loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés promulguée par le dahir n°1-05-178 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006);**

- les dispositions des articles **5, 3^{ème} alinéa de l'article 6, 11, 22, 23, 24 et 25** de la loi n°58-90 relative aux places financières offshore, promulguée par le dahir n° 1-91-131 du 21 chaabane 1412 (26 février 1992);

- les dispositions des articles **4, 5, 8, 9, 16, 19, 20, 21, 25 et le 2^{ème} alinéa de l'article 26** de la loi n°18-97 relative au micro-crédit, promulguée par le dahir n° 1-99-16 du 18 chaoual 1419 (5 février 1999).

Demeurent en vigueur tous les textes réglementaires pris en application du dahir **n°1-05-178 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006) portant promulgation** de la loi n° 34-03 pour toutes les dispositions non contraires à la présente loi jusqu'à leur remplacement conformément aux dispositions de ladite loi.

Les références aux dispositions du dahir **n°1-05-178 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006) portant promulgation** de la loi n° 34-03 précitée sont remplacées par les références aux dispositions correspondantes de la présente loi.